

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**PLAN D'URGENCE POUR LES LYCÉES FRANCILIENS: DES LYCÉES NEUFS ET RÉNOVÉS POUR
TOUS D'ICI 2027 - 9ÈME ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE - 5ÈME RAPPORT**

Sommaire

<u>EXPOSÉ DES MOTIFS</u>	3
<u>PROJET DE DÉLIBÉRATION</u>	10
<u>ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION</u>	15
<u>Annexe 1 : Fiche programme Lycée Ferdinand Buisson à Ermont (95)</u>	16
<u>Annexe 2 : Fiche programme Lycée neuf à Carrières-sous-Poissy (78)</u>	21
<u>Annexe 3 : Fiche programme CMR Hélène Boucher à Paris (75)</u>	25
<u>Annexe 4: Fiche programme Lycée Alexandre Dumas à Saint-Cloud (92)</u>	30
<u>Annexe 5 : Fiche programme Lycée Gerard de Nerval à Luzarches (95)</u>	34
<u>Annexe 6 : Fiche programme Opérations d'amélioration patrimoniale lot 3</u>	40
<u>Annexe 7 : Convention avec le Département de Seine-Saint-Denis CMR Jean Renoir à Bondy (93)</u>	47
<u>Annexe 8 : Fiche programme Lycée fusionné à Coulommiers (77)</u>	55
<u>Annexe 9 : Fiche programme Lycée Missak et Mélinée Manouchian à Châtenay-Malabry (92)</u>	60
<u>Annexe 10 : Protocole transactionnel avec la société Rabot Dutilleul Construction</u>	65
<u>Annexe 11: Convention ECOMAISON</u>	67
<u>Annexe 12 : Récapitulatif des affectations</u>	81

EXPOSÉ DES MOTIFS

Dans le cadre de la neuvième année de mise en œuvre du plan d'urgence pour les lycées franciliens (PPI 2017-2027) voté par l'assemblée régionale par délibération n° CR 2017-59 du 10 mars 2017 et révisé par délibération n° CR 2021-012 du 4 février 2021, il est proposé à votre approbation, au titre du cinquième rapport de l'année 2025, l'individualisation de 9 nouvelles opérations, la signature d'une convention de financement pour les travaux dans une cité mixte régionale, l'ajustement des budgets d'opérations en phase Etudes, la mise en œuvre d'actions de sensibilisation liées à la démarche Lycées éco-responsables, la signature d'un protocole transactionnel, la signature d'une convention de financement pour le réemploi et l'affectation d'autorisations de programme et d'engagement au titre de l'exécution des opérations relevant du Plan d'urgence.

1. Reconstruction des ateliers du lycée Ferdinand Buisson à Ermont (95)

Construit dans les années 1960, le lycée Ferdinand Buisson à Ermont comporte des ateliers professionnels fermés depuis 2024 à la suite d'une décision administrative. La Région a installé en conséquence des bâtiments et une halle technique provisoires, mis en service pour la rentrée scolaire 2025, permettant ainsi le maintien des enseignements techniques.

Dans ce cadre, il est proposé de lancer une opération de démolition – reconstruction des ateliers comprenant une extension des surfaces des ateliers et un réaménagement des espaces extérieurs, conformément au programme détaillé en annexe 1 à la présente délibération.

Une autorisation de programme pour les études est affectée à hauteur de **5 094 000 €** pour un montant total d'opération estimé à **25 470 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Construction des lycées neufs » (12200103) du budget 2025.

2. Construction d'un lycée neuf à Carrières-sous-Poissy (78)

Sur une parcelle intégrée à la ZAC Carrières Centralité, la Région propose la construction d'un lycée neuf d'une capacité d'accueil de 1 128 élèves à Carrières-sous-Poissy.

Le programme de travaux en annexe 2 à la présente délibération prévoit d'intégrer des locaux d'enseignement, la vie scolaire et sociale, l'administration et la logistique, la demi-pension et les logements de fonction pour une surface utile d'un peu plus de 10 000 m².

Une autorisation de programme pour les études est affectée à hauteur de **17 200 000 €** pour un montant total d'opération estimé à **86 000 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Construction des lycées neufs » (12200103) du budget 2025.

3. Rénovation globale de la cité mixte régionale Hélène Boucher à Paris 20^{ème} arr.

Labellisée « Architecture Contemporaine Remarquable », la cité mixte régionale Hélène Boucher à Paris n'a fait l'objet d'aucune réhabilitation d'ampleur depuis sa construction en 1937.

Le programme en annexe 3 à la présente délibération prévoit une rénovation globale dont les principaux objectifs sont le ravalement des façades, la refaction de la toiture, le remplacement des

menuiseries extérieures, la restructuration de la demi-pension et la mise aux normes de l'ensemble du site.

Une autorisation de programme pour les études est affectée à hauteur de **14 000 000 €** pour un montant total d'opération estimé à **70 000 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 24 « Cités scolaires », programme HP 24-001 « Opérations travaux dans les cités scolaires » (124001), action « Rénovation des cités mixtes régionales » (12400108) du budget 2025.

4. Rénovation énergétique

4.1 Rénovation énergétique du lycée Alexandre Dumas à Saint-Cloud (92)

Dans le cadre de l'accélération de la mise en œuvre du Plan d'urgence, il est proposé d'approuver le lancement d'une nouvelle opération de rénovation énergétique au lycée Alexandre Dumas à Saint-Cloud (92), conformément au programme joint en annexe 4 à la présente délibération.

Une autorisation de programme pour les études est affectée à hauteur de **6 277 200 €** pour un montant total d'opération estimé à **31 386 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Rénovation des lycées publics » (12200104) du budget 2025.

4.2 Affectations complémentaires sur les opérations de rénovation énergétique en cours de réalisation

Il est proposé de voter des autorisations de programme et d'engagement sur les opérations suivantes en cours de réalisation :

- Lycée Gerard de Nerval à Luzarches (95) à hauteur de **1 421 000 €** à la suite de l'intégration de travaux de désamiantage et d'embellissement présentés dans le programme en annexe 5 à la présente délibération. Le budget de l'opération est actualisé en conséquence à hauteur de 17 710 147 € ;
- Lycée Paul Eluard à Saint-Denis (93) à hauteur de **3 528 106 €** pour le budget dédié aux travaux et **300 000 €** sur l'enveloppe Exploitation, à la suite du résultat de la consultation pour le marché global de performance ;
- Lycée Parc de Vilgénis à Massy (91) à hauteur de **23 864 000 €** correspondant à l'autorisation de programme pour les travaux ;

Soit un montant d'autorisations de programme et d'engagement sur le budget 2025 à hauteur de :
- **28 813 106 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Rénovation des lycées publics » (12200104) ;
- **300 000 €** sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-006 « Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires » (122006), action « Prestations liées aux travaux » (12200602).

4.3 Désaffectations sur l'opération de rénovation énergétique du lycée Lucien Voilin à Puteaux (92)

A la suite de la finalisation de la consultation pour le marché global de performance de l'opération de rénovation menée au lycée Lucien Voilin à Puteaux, il est proposé de désaffecter les autorisations de programme et d'engagement votées par la délibération n° CP 2025-271 du 25

septembre 2025 à hauteur de :

- **1 700 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Rénovation des lycées publics » (12200104) ;
- **211 000 €** sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-006 « Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires » (122006), action « Prestations liées aux travaux » (12200602).

5. Opérations prioritaires d'amélioration patrimoniale

5.1 Lancement de 5 nouvelles opérations de rénovation des demi-pensions

Par délibération n° CP 2025-187 du 19 juin 2025, la Région a voté le lancement de 13 opérations de rénovation patrimoniale (lots 1 et 2).

Il est proposé de lancer le 3^{ème} lot d'opérations comprenant la rénovation des demi-pensions des lycées suivants, conformément aux programmes en annexe 6 à la présente délibération :

- Lycée Joliot Curie à Nanterre (92) pour un budget de 8 844 000 € TDC ;
- Lycée Louis Bascan à Rambouillet (78) pour un budget de 9 372 000 € TDC ;
- Lycée Viollet Le Duc à Villers-Saint-Frédéric (78) pour un budget de 6 732 000 € TDC ;
- Lycée Léonard de Vinci à Melun (77) pour un budget de 3 324 000 € TDC ;
- Lycée Albert Einstein à Sainte-Geneviève-des-Bois (91) pour un budget de 5 964 000 € TDC.

Des autorisations de programme pour les études sont affectées à hauteur de **6 847 200 €** pour un montant total d'investissement estimé à **34 236 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Rénovation des lycées publics » (12200104) du budget 2025.

5.2 Convention spécifique de financement et de transfert de la maîtrise d'ouvrage pour la rénovation de la demi-pension de la cité mixte régionale Jean Renoir à Bondy (93)

L'opération d'amélioration patrimoniale visant la rénovation de la demi-pension de la cité mixte régionale Jean Renoir à Bondy a été approuvée par la délibération n° CP 2025-187 du 19 juin 2025.

S'agissant d'une cité mixte régionale, le portage de la maîtrise d'ouvrage et le financement des travaux sont organisés via la convention cadre conclue par la Région avec le Département de Seine-Saint-Denis le 20 juillet 2020. Des conventions spécifiques sont ainsi formalisées pour les opérations dépassant le cadre des grosses réparations, notamment pour organiser le transfert de maîtrise d'ouvrage et le financement des travaux relatifs aux collèges.

A ce titre, il est proposé d'approuver la convention spécifique avec le Département de Seine-Saint-Denis jointe en annexe 7 à la présente délibération et d'autoriser la Présidente à la signer.

6. Actualisation des programmes et des budgets d'opérations en phase Etudes

6.1 Rénovation du lycée fusionné à Coulommiers (77) – 2ème tranche de travaux

Par délibération n° CP 2024-358 du 15 novembre 2024, la Région a voté le lancement de la seconde tranche de travaux pour la rénovation du campus scolaire de Coulommiers.

A l'issue des études de faisabilité, le programme de travaux en annexe 8 à la présente délibération a été restreint à la rénovation de bâtiments existants d'enseignement et de l'internat, la déconstruction de bâtiments non adaptés aux usages d'enseignement et l'aménagement des

espaces extérieurs. Le budget de l'opération est ajusté à hauteur de **59 900 000 € TDC**. Les travaux relatifs aux ateliers, au parking des enseignants et aux équipements sportifs feront l'objet d'une opération spécifique ultérieure.

6.2 Rénovation globale du lycée Missak et Mélinée Manouchian à Châtenay-Malabry (92)

Par délibération n° CP 2019-513 du 20 novembre 2019, la Région a voté le lancement de l'opération de rénovation globale du lycée Missak et Mélinée Manouchian à Châtenay-Malabry (ex-lycée Jean Jaurès) et a affecté dans ce cadre une autorisation de programme pour les études à hauteur de 7 040 000 €.

Conformément au programme en annexe 9 à la présente délibération, le périmètre de l'opération a été modifié avec d'une part, le retrait des bâtiments demi-pension et logements de fonction et d'autre part, l'intégration d'exigences environnementales fortes dans le cadre de la réhabilitation des constructions vétustes. Le budget de l'opération est ajusté en conséquence à hauteur de **85 000 000 € TDC**.

A ce titre, une autorisation de programme complémentaire pour les études est affectée à hauteur de **9 960 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Rénovation des lycées publics » (12200104) du budget 2025.

6.3 Rénovation globale du lycée Voillaume à Aulnay-sous-Bois (93) – 3^{ème} tranche de travaux

Par délibérations n° CP 2024-358 du 15 novembre 2024 et n° CP 2025-017 du 30 janvier 2025, la Région a voté le lancement de la 3^{ème} tranche de travaux de rénovation du lycée Voillaume à Aulnay-sous-Bois (93).

Les études préalables ont permis d'identifier un risque de dissolution de gypse nécessitant une sécurisation du site par la réalisation d'injections avant le démarrage des travaux.

Par conséquent, l'enveloppe financière prévisionnelle allouée à l'opération est ajustée à hauteur de **70 500 000 € TDC** dont :

- 43 500 000 € TDC pour la phase 1 Construction de bâtiments modulaires ;
- 27 000 000 € TDC pour la phase 2 Travaux de rénovation.

Une affectation complémentaire pour les études est proposée à hauteur de **14 000 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Rénovation des lycées publics » (12200104) du budget 2025.

7. Mise en œuvre d'actions de sensibilisation et d'éducation au développement durable pour les lycées publics franciliens

Le développement durable s'est imposé depuis quelques années comme l'un des changements majeurs du 21^{ème} siècle. Comme toute transformation, cela entraîne des modifications organisationnelles et nécessite la mise en œuvre d'une stratégie de conduite au changement et de sensibilisation afin de faire comprendre les enjeux et de garantir son acceptation et son efficacité.

Les actions proposées ont pour objectif de répondre à la politique régionale de réduction de l'impact environnemental du fonctionnement de ses lycées par la communication et la sensibilisation auprès des communautés scolaires. Des actions de communication et de sensibilisation seront ainsi mises en place par la Démarche des Lycées Eco-Responsables.

Parmi ces actions, un accord-cadre est déployé depuis la rentrée scolaire 2024-2025 pour la réalisation d'actions de sensibilisation à l'environnement et au développement durable auprès des lycées publics de la région d'Île-de-France. Ce dispositif a pour vocation de répondre individuellement et rapidement aux demandes des lycées qui souhaitent mettre en place des actions de sensibilisation sur une ou plusieurs problématiques environnementales. Il s'appuie notamment sur les 6 thématiques de la démarche de Lycées Eco-Responsables (Energie-climat, Biodiversité, Gestion de l'eau, Prévention et gestion des déchets, Alimentation-Santé et Solidarité) ainsi que sur les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) fixés dans l'agenda 2030 des Nations Unies. Ces actions de sensibilisations sont animées par des structures spécialisées de l'Education à l'Environnement et au Développement Durable (EEDD).

Sur cette première année du dispositif (2024-2025), **près de 1000 élèves ont été sensibilisés au sein de 31 lycées**. Grâce à ces activités de sensibilisation, ce sont 64 projets concrets en faveur de l'environnement qui ont été initiés dans les lycées publics franciliens.

Pour l'année scolaire 2025-2026, la démarche des Lycées Eco-Responsable développe également d'autres actions de sensibilisation à l'environnement et au développement durable (événements, concours, campagnes et outils ciblés de communication, etc.) et propose à ce titre l'affectation d'une autorisation d'engagement à hauteur de **110 000 €** sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 288 « Autres services annexes de l'enseignement », Programme HP288-006 « Schéma des formations » (128006), action « Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations » (12800602) du budget 2025.

8. Protocole transactionnel avec la société Rabot Dutilleul Construction

Par délibération n° CP 11-757 du 20 octobre 2011, la Région a voté le lancement de l'opération de restructuration globale et d'extension du lycée Jacques Feyder à Epinay-sur-Seine (93) et en a confié la maîtrise d'ouvrage à Essonne Aménagement par convention de mandat notifiée le 12 novembre 2012.

Dans ce cadre, la société Rabot Dutilleul Construction est titulaire d'un marché de travaux s'élevant à 22 130 000 € HT et concernant le macro-lot n°1 Gros-œuvre étendu. La durée prévisionnelle des travaux était estimée initialement à 50 mois.

A l'établissement de son projet de décompte final, la société Rabot Dutilleul Construction a communiqué un mémoire en réclamation pour une rémunération complémentaire à hauteur de 7 750 835 € HT, justifié par les conditions d'exécution de son marché, telles que la complexité opérationnelle et le contexte de crise sanitaire.

Après échanges avec les services de la Région, les parties ont convenu d'une résolution amiable du litige par la signature d'un protocole transactionnel actant le versement d'une indemnité à la société Rabot Dutilleul Construction à hauteur de 2 871 124,13 € HT.

A ce titre, la Région prend en charge les travaux supplémentaires validés et non régularisés par avenant et indemnise le surcoût induit par la prolongation des délais d'exécution du marché ainsi que l'impact de la crise sanitaire pendant la réalisation des travaux.

Le paiement de cette somme sera imputé sur le budget de l'opération confiée au mandataire Essonne Aménagement.

Il est ainsi proposé d'approuver la signature du protocole transactionnel en annexe 10 à la présente délibération.

9. Convention de financement du réemploi par la société ECOMAISON

Par délibération n° CP 2019-373 du 18 septembre 2019, la Région a voté le lancement de l'opération de rénovation globale et d'extension du lycée Evariste Galois à Sartrouville (78).

Le projet a fait l'objet d'exigences environnementales ambitieuses, lesquelles concernent notamment le réemploi de matériaux et d'équipements du lycée in-situ et ex-situ. Dans ce cadre, la Région a souhaité valoriser cet engagement et a candidaté à l'appel à projets « Soutien au réemploi et à la réutilisation des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB) sur les chantiers » piloté conjointement par Ecominéro et Ecomaison. Le projet a été salué par le jury de sélection du 15 octobre 2024 et celui-ci s'est prononcé sur un soutien de 10 000 € HT.

Il est ainsi proposé d'approuver la signature de la convention de financement en annexe 11 à la présente délibération.

10. Affectations au titre de l'exécution des opérations relevant du Plan d'urgence pour les lycées franciliens

Il est soumis à la commission permanente l'affectation d'autorisations de programme et d'engagement au titre des études et des travaux dans les EPLE conformément à l'annexe 12 à la présente délibération :

- une affectation à hauteur de **5 000 000 €** pour les études préalables au lancement des opérations inscrites au Plan d'urgence ;
- une autorisation de programme complémentaire pour les études à hauteur de **9 000 000 €** pour la rénovation globale du lycée Jean-Pierre Vernant à Sèvres (92) ;
- des autorisations de programme pour les travaux à hauteur de **40 000 000 €** pour la construction d'un lycée neuf à Magny-en-Vexin (95) ; **40 000 000 €** pour la reconstruction et la rénovation globale du lycée de Cachan (94) ;
- une autorisation de programme complémentaire à hauteur de **19 000 000 €** nécessaire à la réalisation de la 1^{ère} tranche de travaux prévue au titre de la rénovation globale de la cité mixte régionale Jacques Decour à Paris (75) ;
- une autorisation de programme complémentaire à hauteur de **333 000 €** pour la rénovation globale du lycée Uruguay-France à Avon (77) ;
- l'ajustement des autorisations de programme, votées par la délibération n° 2025-187 du 19 juin 2025, à la suite de la finalisation de la consultation pour le marché global de performance de l'opération d'extension du lycée André-Marie Ampère à Morsang-sur-Orge (91) :
 - Désaffectation de l'autorisation de programme à hauteur de **2 500 000 €** sur le budget dédié aux travaux ;
 - Désaffectation de l'autorisation de programme à hauteur de **800 000 €** sur le budget dédié au Gros entretien et renouvellement (GER) ;
- une affectation à hauteur de **140 000 €** pour les éventuelles adaptations nécessaires sur des sites existants concernant des cités mixtes régionales et l'utilisation par conséquent des accords-cadres travaux de la Région ;

Soit un montant d'autorisations de programme au titre de l'exécution des opérations inscrites au Plan d'urgence, sur le budget 2025, à hauteur de :

- **5 000 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Etudes générales lycées publics » (12200101) ;
- **80 000 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Construction des lycées neufs » (12200103) ;
- **-2 500 000 € (désaffectation)** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et

apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Construction des lycées neufs » (12200103) ;

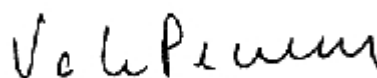
- **9 333 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Rénovation des lycées publics » (12200104) ;
- **-800 000 € (désaffectation)** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-002 « Travaux de maintenance et grosses réparations dans les lycées publics » (122002), action « Grosses réparations dans les lycées publics » (12200201) ;
- **19 000 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 24 « Cités scolaires », programme HP 24-001 « Opérations travaux dans les cités scolaires » (124001), action « Rénovation des cités mixtes régionales » (12400108) du budget 2025 ;
- **140 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 24 « Cités scolaires », programme HP 24-002 « Travaux de maintenance et grosses réparations dans les cités scolaires » (124002), action « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales - part lycées » (12400205) ;

Les autorisations de programme et d'engagement disponibles sur les programmes indiqués ci-dessous étant insuffisantes, il a été procédé aux transferts suivants sur le budget 2025 :

- **89 000 €** du chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 24 « Cités scolaires », programme HP 24-005 « Participation aux charges de fonctionnement des cités scolaires » (124005), action « DGFL Cités mixtes régionales » (12400505) vers le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-006 « Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires » (122006), action « Prestations liées aux travaux » (12200602) ;
- **4 523 482,64 €** du chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Rénovation des lycées publics » (12200104) vers le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 24 « Cités scolaires », programme HP 24-001 « Opérations travaux dans les cités scolaires » (124001), action « Rénovation des cités mixtes régionales » (12400108) ;
- **140 000 €** du chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Acquisitions de terrains et d'immeubles » (12200102) vers le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 24 « Cités scolaires », programme HP 24-002 « Travaux de maintenance et grosses réparations dans les cités scolaires » (124002), action « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales - part lycées » (12400205).

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 20 NOVEMBRE 2025

PLAN D'URGENCE POUR LES LYCÉES FRANCILIENS: DES LYCÉES NEUFS ET RÉNOVÉS POUR TOUS D'ICI 2027 - 9ÈME ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE - 5ÈME RAPPORT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de la commande publique ;

VU le code civil et notamment ses articles 2044 à 2052 ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République ;

VU la délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 portant adoption au schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU la délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du Schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 – Rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et lycées ;

VU la délibération n° CP 11-757 du 20 octobre 2011 portant la mise en œuvre du programme prévisionnel d'investissement (PPI) et du programme prévisionnel de rénovation (PPR) des lycées du budget 2011– nouvelles opérations ;

VU la délibération n° CR 106-12 du 22 novembre 2012 relative au programme prévisionnel d'investissement 2012-2022 ;

VU la délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – Le projet éducatif régional ;

VU la délibération n° CR 83-16 du 19 mai 2016 « Un PPI 2016-2022 révisé et renforcé pour faire face à la réalité des besoins » ;

VU la délibération n° CR 2017-59 du 10 mars 2017 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 ;

VU la délibération n° CP 2019-373 du 18 septembre 2019 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 – 3^{ème} année de mise en œuvre – 1^{er} rapport ;

VU la délibération n° CP 2019-513 du 20 novembre 2019 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 – 3^{ème} année de mise en

œuvre – 3^{ème} rapport ;

VU la délibération n° CR 2021-012 du 4 février 2021 relative à la revoyure du plan d'urgence pour les lycées franciliens ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2024-358 du 15 novembre 2024 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 – 8^{ème} année de mise en œuvre – 5^{ème} rapport ;

VU la délibération n° CP 2025-017 du 30 janvier 2025 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 – 9^{ème} année de mise en œuvre – 1^{er} rapport ;

VU la délibération n° CP 2025-187 du 19 juin 2025 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 – 9^{ème} année de mise en œuvre – 3^{ème} rapport ;

VU la délibération n° CP 2025-271 du 25 septembre 2025 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 – 9^{ème} année de mise en œuvre – 4^{ème} rapport ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2025 ;

VU l'avis de la commission des lycées ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-340 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve les programmes des opérations suivantes en annexes 1 à 6 à la présente délibération :

- Reconstruction des ateliers du lycée Ferdinand Buisson à Ermont (95) ;
- Construction d'un lycée neuf à Carrières-sous-Poissy (78) ;
- Rénovation globale de la cité mixte régionale Hélène Boucher à Paris (75) ;
- Rénovation énergétique du lycée Alexandre Dumas à Saint-Cloud (92) ;
- Rénovation énergétique du lycée Gerard de Nerval à Luzarches (95) ;
- Opérations d'amélioration patrimoniale – lot 3 ;

Article 2 :

Approuve la convention spécifique de financement et de transfert de la maîtrise d'ouvrage en annexe 7 à la présente délibération avec le Département de Seine Saint-Denis pour la rénovation de la demi-pension du lycée Jean Renoir à Bondy (93) et autorise la présidente du conseil régional à la signer ;

Article 3 :

Approuve les programmes révisés des opérations suivantes en annexes 8 et 9 à la présente délibération :

- Rénovation du lycée fusionné à Coulommiers (77) pour un budget de 59 900 000 € ;
- Rénovation globale du lycée Missak et Mélinée Manouchian à Châtenay-Malabry (92) pour un budget de 85 000 000 € ;

Article 4 :

Approuve le budget actualisé de l'opération de rénovation globale du lycée Voillaume à Aulnay-sous-Bois (93) à hauteur de 70 500 000 € et décomposé comme suit :

- Phase 1 Construction de bâtiments modulaires pour 43 500 000 € TDC ;
- Phase 2 Travaux de rénovation pour 27 000 000 € TDC ;

Article 5 :

Approuve le protocole transactionnel avec la société Rabot Dutilleul en annexe 10 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer ;

Article 6 :

Approuve la convention de financement avec la société ECOMAISON en annexe 11 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer ;

Article 7 :

Affecte un montant d'autorisation de programme de **5 000 000 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Etudes générales lycées publics » (12200101) du budget 2025 conformément à l'annexe 12 à la présente délibération ;

Article 8 :

Affecte un montant d'autorisation de programme de **102 294 000 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Construction des lycées neufs » (12200103) du budget 2025 pour les opérations visées à l'annexe 12 à la présente délibération ;

Article 9 :

Désaffecte un montant d'autorisation de programme de **2 500 000 €** votée par la délibération n° CP 2025-187 du 19 juin 2025 et disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Construction des lycées neufs » (12200103) du budget 2025 conformément à l'annexe 12 à la présente délibération ;

Article 10 :

Affecte un montant d'autorisation de programme de **75 230 506 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Rénovation des lycées publics » (12200104) du budget 2025 pour les opérations visées à l'annexe 12 à la présente délibération ;

Article 11 :

Désaffecte un montant d'autorisation de programme de **1 700 000 €** votée par la délibération n° CP 2025-271 du 25 septembre 2025 et sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics » (122001), action « Rénovation des lycées publics » (12200104) du budget 2025 conformément à l'annexe 12 à la présente délibération ;

Article 12 :

Désaffecte un montant d'autorisation de programme de **800 000 €** votée par la délibération n° CP 2025-187 du 19 juin 2025 et disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-002 « Travaux de maintenance et grosses réparations dans les lycées publics » (122002), action « Grosses réparations dans les lycées publics » (12200201) du budget 2025 conformément à l'annexe 12 à la présente délibération ;

Article 13 :

Affecte un montant d'autorisation de programme de **33 000 000 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 24 « Cités scolaires », programme HP 24-001 « Opérations travaux dans les cités scolaires » (124001), action « Rénovation des cités mixtes régionales » (12400108) du budget 2025 conformément à l'annexe 12 à la présente délibération ;

Article 14 :

Affecte un montant d'autorisation de programme de **140 000 €** sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 24 « Cités scolaires », programme HP 24-002 « Travaux de maintenance et grosses réparations dans les cités scolaires » (124002), action « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales - part lycées » (12400205) du budget 2025 conformément à l'annexe 12 à la présente délibération ;

Article 15 :

Affecte un montant d'autorisation d'engagement de **300 000 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-006 « Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires » (122006), action « Prestations liées aux travaux » (12200602) du budget 2025 conformément à l'annexe 12 à la présente délibération ;

Article 16 :

Désaffecte un montant d'autorisation d'engagement de **211 000 €** votée par la délibération n° CP 2025-271 du 25 septembre 2025 et disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-006 « Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires » (122006), action « Prestations liées aux travaux » (12200602) du budget 2025 conformément à l'annexe 12 à la présente délibération ;

Article 17 :

Affecte un montant d'autorisation d'engagement de **110 000 €** sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 288 « Autres services annexes de l'enseignement », Programme HP288-006 « Schéma des formations » (128006), action « Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations » (12800602) du budget 2025 conformément à l'annexe 12 à la présente délibération ;

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

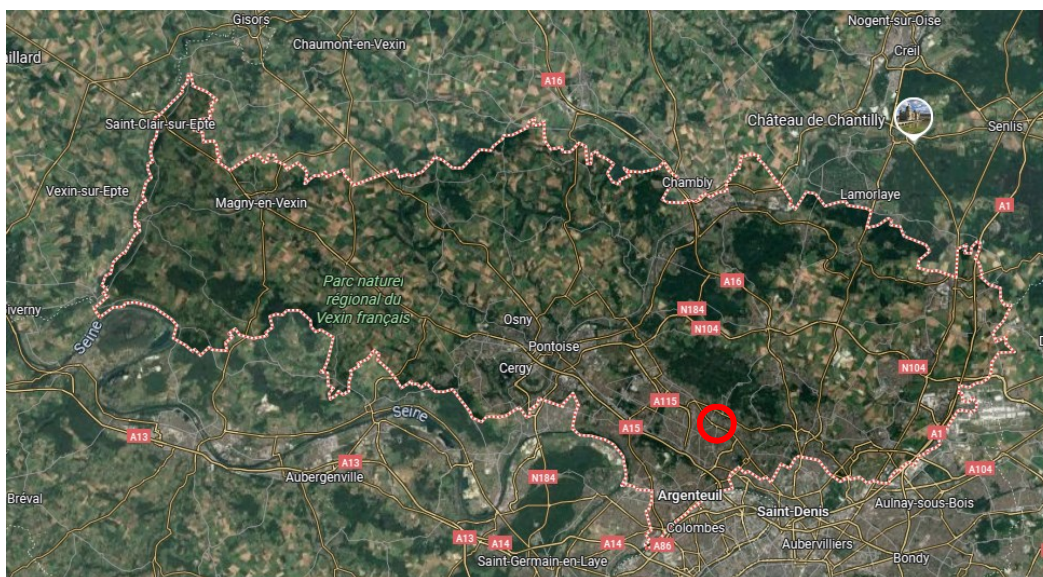
VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Fiche programme Lycée Ferdinand Buisson à Ermont (95)

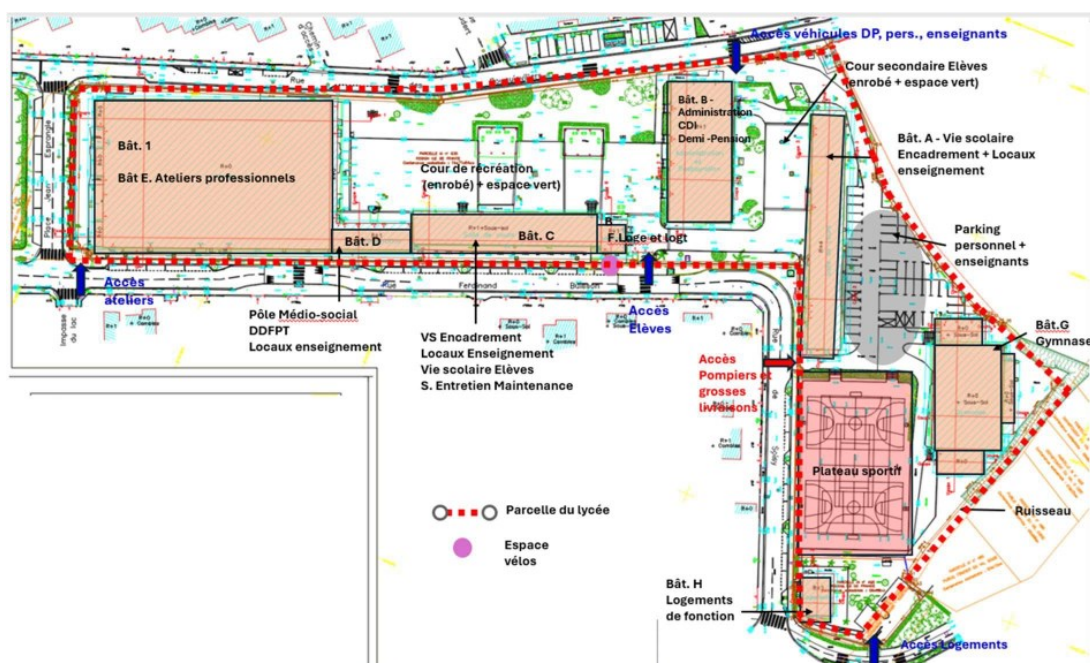
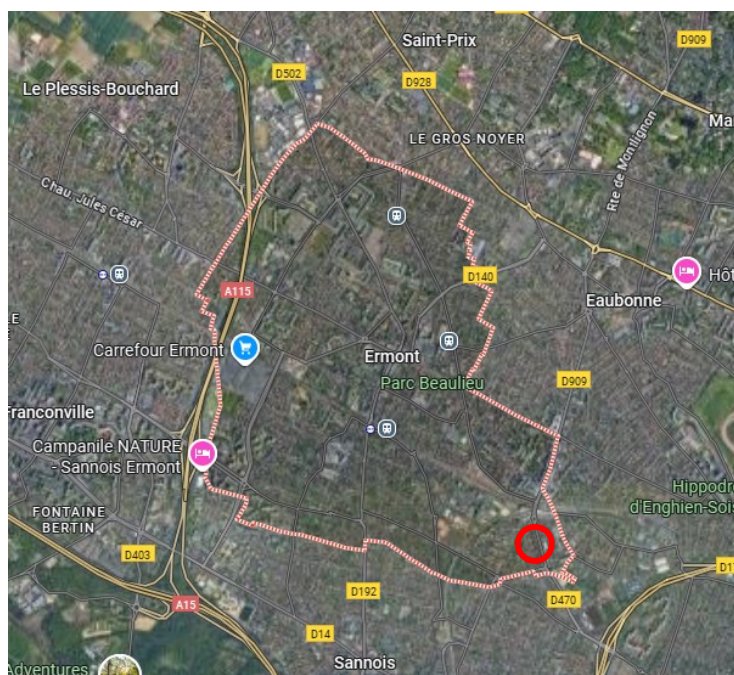
RECONSTRUCTION DES ATELIERS

Plan d'implantation régionale et photo aérienne



RECONSTRUCTION DES ATELIERS

Plan de situation et plan de masse



RECONSTRUCTION DES ATELIERS

Données du site, état actuel :

Le lycée Ferdinand Buisson, construit dans les années 1960 et entièrement rénové en 1995, se situe à proximité de la gare d'Ermont-Eaubonne, au cœur d'un quartier pavillonnaire.

L'établissement occupe une parcelle en forme de L inversé, d'une superficie de 17 732 m². Il se compose de huit bâtiments, dont le bâtiment E, dédié aux ateliers professionnels. Ce dernier est fermé depuis novembre 2024 à la suite d'une fermeture administrative. Des locaux provisoires ont été installés afin d'assurer la continuité des activités.

L'emprise au sol des bâtiments est d'environ 6000m²; celle des espaces bâtis non clos et des espaces non bâtis, d'environ 11700m²;

Structure pédagogique :

A la rentrée 2024, cet établissement professionnel accueille 612 élèves répartis en 32 divisions.

Les enseignements proposés sont les suivants :

- Bac TEB options études et économie; Bac MAV (Menuiseries Aluminium Verre); Bac Métiers de la mode, vêtements; Bac OBM (Ouvrages du bâtiment Métallerie); Bac Métiers de l'accueil; Bac Métiers du commerce et de la vente; Bac option A (animation et gestion de l'espace commercial) et Bac option B (prospection clientèle et valorisation de l'offre commerciale)
 - CAP MIS (Monteur en Installations Sanitaires); CAP MIT (Monteur en Installations Thermiques); CAP METP (Métiers de l'Entretien des Textiles option Pressing), métiers de la Mode; CAP EPC (Equipier Polyvalent du Commerce)
 - Une 3ème Prépa-Métiers
-

Données d'urbanisme :

Le PLU de la ville d'Ermont a été révisé et approuvé par délibération du Conseil Municipal du 7 juillet 2023.

La parcelle du lycée est située en zone U2a.

La plupart des articles ne s'appliquent pas aux constructions et installations nécessaires au service public.

FERDINAND BUISSON	ERMONT 245 rue Ferdinand Buisson - 95120	95
--------------------------	--	-----------

RECONSTRUCTION DES ATELIERS

Programme et objectifs d'opération :

Le bâtiment des ateliers professionnels a fait l'objet d'une fermeture administrative en novembre 2024. Des bâtiments provisoires ont été installés afin d'assurer la continuité des activités.

L'opération a pour objectif principal la démolition de l'actuel bâtiment des ateliers et la construction d'un nouveau bâtiment destiné à accueillir les ateliers professionnels, ainsi que des locaux manquants pour l'établissement ou ne répondant pas au référentiel régional. L'ensemble représentera environ 3 000 m² de surface utile et 8 000 m² de surfaces complémentaires (espaces verts, local vélo, préau...).

Un réaménagement global des espaces extérieurs est prévu, dont certaines interventions seront réalisées à l'issue du retrait des bâtiments provisoires, comme la végétalisation de la cour de récréation et la rénovation du plateau sportif. Le projet comprend également la désimperméabilisation du parking du personnel, la création d'un espace de biodiversité libre, ainsi que l'aménagement d'un terrain de basket.

Le programme prévisionnel du lycée (PPL) en date du 10/04/2025 correspond à la structure pédagogique existante à la RS24.

Cette opération sera menée dans le cadre d'une démarche globale de qualité environnementale conformément au cahier des charges régional

Contraintes particulières :

Interventions en site occupé avec maintien du fonctionnement des pôles.

Séparation du chantier par rapport au reste du lycée pour assurer la sécurité des personnes pendant toute la durée des travaux.

Montant de l'investissement TDC : 25 470 000 €

Montant des études à individualiser: 5 094 000 €

A effectuer pour compléter le programme :

- Etude de sol
- Etude de pollution
- Diagnostic amiante avant démolition : complément pour les toitures
- Diagnostic des réseaux extérieurs
- Diagnostic acoustique : complément
- Diagnostic faune/flore

L'ensemble de ces diagnostics est en cours de réalisation.

Annexe 2 : Fiche programme Lycée neuf à Carrières-sous-Poissy (78)

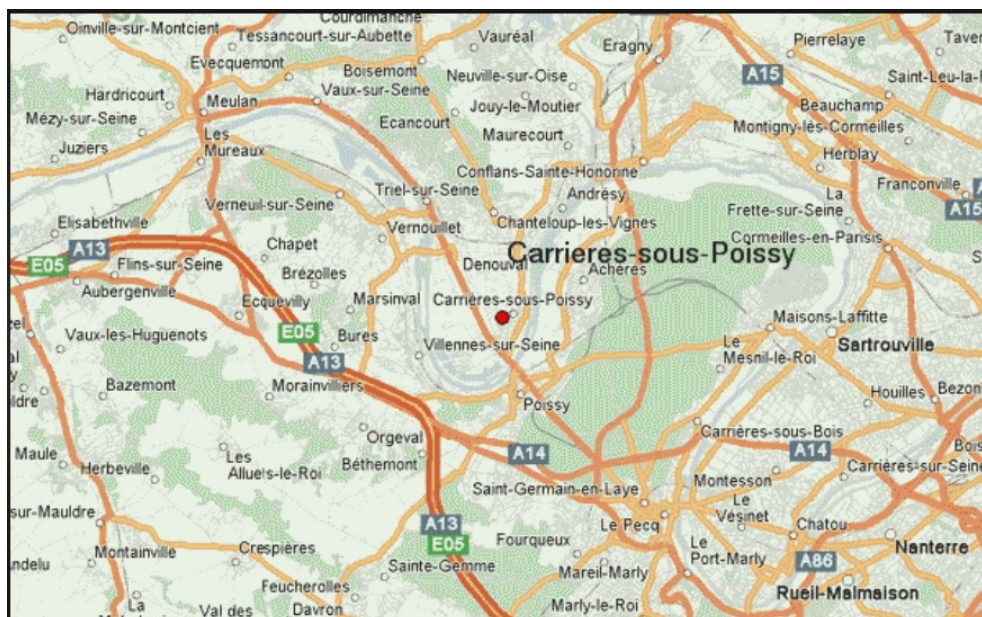
CONSTRUCTION D'UN LYCEE NEUF

Implantation et photo aérienne

Carrières-sous-Poissy se situe dans le nord-est des Yvelines, à dix kilomètres au nord-ouest de Saint-Germain-en-Laye, chef-lieu d'arrondissement et à 26 kilomètres au nord-ouest de Versailles, préfecture du département, en bordure de la Seine, sur la rive droite du fleuve, face à Poissy.

Les communes limitrophes sont Triel-sur-Seine au nord-ouest, Chanteloup-les-Vignes au nord, Andrésy au nord-est, et sur l'autre rive de la Seine, Achères au nord-est, Poissy à l'est et au sud et Villennes-sur-Seine au sud-ouest.

La commune de Carrières-sous-Poissy longe la rive gauche de la Seine sur environ cinq kilomètres. Elle englobe une île : l'île de la Dérivation. Il s'agit d'une île artificielle, créée lors de la construction d'une écluse au XIX^e siècle.



La commune n'est pas desservie par le chemin de fer. La gare la plus proche est celle de Poissy, desservie par une branche du RER A et la Ligne J du Transilien. La gare de Chanteloup-les-Vignes se trouve à quelques kilomètres au nord.

Cependant la ville est desservie par les lignes de bus n° 1, 2, 10, 29, 30, 31, 40, 42, 51, 52, 53, 59, 65, 91, 94 et Bus Soir du Réseau de bus de Poissy - Les Mureaux, par la ligne 87 du réseau de bus du Mantois et par la ligne N151 du Noctilien. Toutes ces lignes permettent de se déplacer facilement vers les villes et gares des alentours.

Au plan routier, le principal axe est la route départementale D190 qui traverse la commune dans le sens sud-est-nord-ouest.

LYCEE NEUF	CARRIERES SOUS POISSY	78
------------	-----------------------	----

CONSTRUCTION D'UN LYCEE NEUF

Données du site, état actuel :

Située au centre de Carrières-sous-Poissy (78), la parcelle est intégrée à la **ZAC Carrières Centralité** (anciennement appelée "Nouvelle Centralité") développée par l'EPAMSA.

Le terrain d'assiette proposé pour le futur lycée a une surface de 15.000 m²

La parcelle est située à 300 mètres d'un quartier prioritaire de la ville (Quartier des fleurs). Le terrain est aujourd'hui une zone naturelle en friche, vouée dans le cadre de la ZAC à être urbanisée avec des quartiers de logements au nord.

Le terrain est bordé à l'Ouest par la départementale puis le quartier des Fleurs (QPV) et une zone commerciale. A l'Est se trouvent des quartiers pavillonnaires.



Structure pédagogique :

Le lycée neuf accueillera **1128 élèves en 39 divisions**.

Dans le bassin scolaire de Poissy, un besoin de places nouvelles a été identifié, les lycées publics disposant d'un pôle GT prébac étant soumis à de fortes pressions.

En tant que lycée « Démographique », le lycée de Carrières-sous-Poissy disposera d'une structure pédagogique tournée principalement vers l'accueil de la population lycéenne locale. Cette offre sera complétée par des places en voie professionnelle.

En raison de sa localisation, le futur lycée de Carrières-sous-Poissy solutionnera la pression locale sur les lycées en appui des modifications de sectorisation s'étendant sur plusieurs communes. Les lycées environnants Charles de Gaulle à Poissy et Jules Ferry à Conflans Sainte-Honorine seront les principaux établissements qui verront leur pression allégée.

Les places nouvelles du lycée de Carrières-sous-Poissy formalisées par un PPL auront pour objectif :

- de fournir une offre de formation adaptée à la croissance démographique de la population lycéenne sur la zone ;
- de permettre une amélioration de la desserte pour les formations générales pour le bassin de Poissy ;
- d'offrir un complément de formation permettant une diversité de l'offre de formation dans le secteur.

Académie et Région se sont accordées sur la structure pédagogique prévisionnelle suivante :

- un pôle d'enseignement général réunissant 840 élèves répartis dans 24 divisions ;
- un pôle d'enseignement professionnel (MELEC, CIEL, MP3D) accueillant 228 élèves répartis dans 13 divisions ;
- un pôle d'enseignement supérieur (BTS) formant 60 élèves (2 divisions) à la conception et industrialisation en micro-techniques.

LYCEE NEUF	CARRIERES SOUS POISSY	78
------------	-----------------------	----

CONSTRUCTION D'UN LYCEE NEUF

Programme et objectifs d'opération :

Le programme de locaux totalisera une surface utile de plus de 10 000 m², complétée par les espaces extérieurs : parvis, cour de récréation, préau, terrains de sport, etc.

Lieu de vie, d'apprentissage, de travail, d'échanges et de socialisation, le lycée se doit de répondre, par sa conception même, aux enjeux pédagogiques actuels et à venir, en offrant la plus grande évolutivité et modularité des espaces. Ce programme ambitieux se développera donc autour de fonctions que sont l'enseignement, la vie scolaire et sociale, l'administration et la logistique, la demi-pension et les logements de fonction.

Le pôle enseignement proposera des espaces adaptés à l'acquisition des connaissances et au renouvellement de la pédagogie (approche expérimentale, participation active, travail en groupe des élèves), des espaces de socialisation et il prendra en compte l'utilisation croissante des nouvelles technologies. Il comportera principalement les locaux d'enseignement général, technologique, artistique, ainsi que des locaux spécifiques aux enseignements pro et BTS. Ceux-ci seront accessibles facilement depuis le hall d'accueil et la cour.

Cette opération sera menée dans le cadre d'une démarche de Qualité Environnementale conformément aux objectifs de la Région, et fera l'objet d'un cahier des charges spécifique.

Contraintes particulières :

PLU - zone non contraignante - Cahier des charges de l'aménageur à prendre en compte

Risque **d'inondation par remontée de nappe** (hors zone risque inondation par débordement de cours d'eau)

Zone avec niveau sonore de plus de **65 DBA**

Plusieurs enjeux seront à étudier (diagnostics à réaliser) : **Pollution des sols** (3 anciens site Industriels à moins de 300m), **zone humide et enjeux environnementaux**, **transport de gaz naturel** à proximité de la parcelle.

Le bâtiment est la jonction d'une zone très pavillonnaire (R+1) et d'une zone d'immeuble de grande hauteur (R+5 à R+11).

Montant de l'investissement TDC : 86 000 000 €

Affectation pour les études : 17 200 000 €

A effectuer pour compléter le programme :

- Poursuite des études de programmation et de faisabilité (vérifier la compatibilité de surface du terrain d'assiette avec les surfaces utiles programmatiques)
- Etude foncière préalable, Etudes au cas par cas
- Diagnostic pollution des sols, Diagnostic amiante, thermite,
- Etude géotechnique, Etude de danger (canalisation GAZ)
- Diagnostic phytosanitaire, diagnostic faune flore habitats

Annexe 3 : Fiche programme CMR Hélène Boucher à Paris (75)

RENOVATION ET RESTRUCTURATION PARTIELLES

Présentation du site de l'établissement

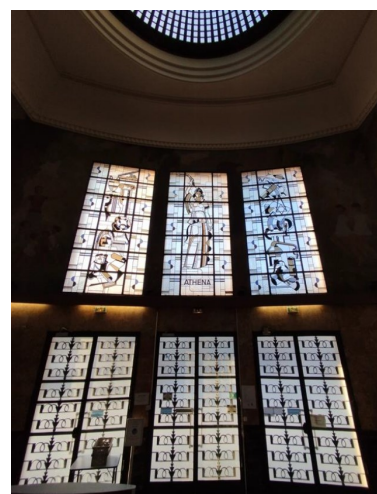
Implantée dans le 20^{ème} arrondissement de Paris, au 75 Cours de Vincennes, la cité mixte régionale Hélène Boucher représente une seule unité foncière de 8110 m². Elle est accessible par le métro et tramway Porte de Vincennes et se situe dans un environnement urbain dense (bâtiments adjacents : ministère de l'Intérieur, Lycée Maurice Ravel, dépôt bus RATP).

L'accès principal à l'établissement se fait depuis le cours de Vincennes. Un accès véhicule-livraisons est situé rue de Lagny. A noter qu'une piste cyclable passe juste devant l'entrée principale de l'établissement et est source d'incidents réguliers.

L'établissement a été conçu par l'architecte Lucien Sallez et inauguré en 1937 en tant que « Lycée de Jeunes Filles du Cours de Vincennes ». Il s'inscrit dans une dynamique de développement d'établissements féminins en périphérie de la capitale durant les années 1930. Le lycée devient mixte à partir de 1972. Le bâtiment s'inscrit dans un urbanisme « hygiéniste ». Il présente une très grande qualité architecturale et contient de nombreux éléments décoratifs patrimoniaux : vitraux, fresques murales, ferronneries.



Façade sud sur le cours de Vincennes



Vitraux du hall d'entrée

Ce patrimoine architectural est protégé par le plan local d'urbanisme de la Ville de Paris. Le bâtiment a également reçu le label « **Architecture Contemporaine Remarquable** » (ACR) qui classe les édifices et production de moins de 100 ans non protégés au titre des Monuments Historiques, dont la conception présente un intérêt architectural ou technique.

État actuel du site

Le bâtiment a connu peu de transformations depuis sa construction et conserve ses qualités architecturales originelles.

En revanche, en l'absence de rénovation globale, des désordres techniques sont apparus. L'enveloppe du bâtiment est dégradée (présence de fissures, chutes de béton sur les façades extérieures) et à ce jour des mesures conservatoires ont été appliquées avec la mise en place de filets de protection sur les façades. Les menuiseries extérieures, majoritairement en acier et en simple vitrage, présentent des performances énergétiques très faibles. De nombreuses parties du bâtiment sont plombées et amiantées.

CMR HELENE BOUCHER	PARIS 75020	75
---------------------------	-----------------------	-----------

RENOVATION ET RESTRUCTURATION PARTIELLES

Les locaux intérieurs sont globalement en bon état, mais vieillissants (réseaux). L'établissement n'est pas accessible aux personnes à mobilité réduite (PMR).

La cour de récréation est largement imperméabilisée (2 terrains de sport extérieurs) à l'exception de quelques arbres présents.

Organisation fonctionnelle

A l'intérieur, le bâtiment totalise près de 24 380 m² de surface de plancher sur sept niveaux, du rez-de-chaussée bas jusqu'au cinquième étage. Il comporte également deux niveaux de sous-sol comportant des locaux techniques.

Le bâtiment totalise 13 logements de fonction dont la plupart se trouvent au 5e étage avec des accès par la toiture terrasse.

Le collège est regroupé dans l'aile Maraichers et le lycée dans l'aile Pyrénées. L'aile Lagny accueille les salles de restaurations, la cuisine, les CDI, les salles des classes préparatoires.

Le 4e étage est entièrement dévolu aux laboratoires de sciences.

L'organisation fonctionnelle du bâtiment est globalement satisfaisante. Cependant, certains pôles (demi-pension, service entretien maintenance et équipements sportifs) présentent des problèmes fonctionnels.

Structure pédagogique

Les effectifs de l'établissement sont globalement stables depuis plusieurs années.

A la rentrée 2023, l'établissement comptait 1 810 élèves répartis en 56 divisions.

La répartition des classes est la suivante :

	Effectifs	Divisions
Collège	425	16
Lycée	1239	36
CPGE (économie et lettres)	146	4
Total élèves	1810	56

Le collège comporte 4 divisions par niveau dont un dispositif classe ULIS en 6e.

Le lycée comporte essentiellement une filière générale répartie en 34 divisions.

Un pôle d'enseignement technologique (STMG) est également présent, il comporte 2 divisions.

Enfin le lycée propose un pôle post-bac réparti en deux filières de classes préparatoires, économiques et littéraires.

Le taux de féminisation de l'établissement est de 57%.

Il n'est pas prévu de faire évoluer la structure pédagogique actuelle de l'établissement.

CMR HELENE BOUCHER	PARIS 75020	75
---------------------------	-----------------------	-----------

RENOVATION ET RESTRUCTURATION PARTIELLES

Objectifs de l'opération

L'opération couvre une réhabilitation globale.

Le clos couvert est l'axe majeur du programme. La rénovation des façades dégradées et l'amélioration de leurs performances thermiques via le changement des menuiseries extérieures notamment (y compris le traitement du confort d'été) permettra de pérenniser le bâtiment, de préserver et valoriser son aspect patrimonial ainsi que d'améliorer le confort des usagers et répondre aux enjeux du décret tertiaire.

Sont également prévus dans l'opération au titre de la rénovation technique :

- la réfection de l'étanchéité des toitures ;
- le désamiantage et le déplombage ;
- une rénovation des œuvres d'art présentes ;
- la dépollution de la cour ;
- la rénovation des terrains de sport extérieurs ;
- la végétalisation de la cour.

L'opération vise une mise en accessibilité du bâtiment avec une réflexion autour de la séquence d'entrée et l'ajout d'un ascenseur PMR et d'un monte-charge.

Elle permettra également de résoudre les réserves de la commission de sécurité incendie.

La rénovation fonctionnelle se concentre sur le RDC haut et bas. Elle vise principalement à améliorer les conditions d'utilisation pour les occupants :

- La demi-pension sera restructurée pour respecter la marche en avant, retrouver des espaces mieux dimensionnés et remplacer des équipements vétustes. Les salles de restaurations seront également rénovées. Une unité provisoire de réchauffage est à prévoir dans la cour.
- Les espaces du service entretien maintenance qui sont aujourd'hui éparpillés au rez-de-chaussée bas, seront regroupés et retravaillés de manière à offrir de meilleures conditions de travail aux agents (lumière naturelle).
- Des vestiaires sportifs seront ajoutés dans les gymnases.
- Les foyers collégiens et lycéens seront agrandis et rénovés.
- La salle polyvalente sera rénovée, une réflexion sera menée pour améliorer son ergonomie et sa capacité d'accueil.
- L'aménagement de la bibliothèque des professeurs sera revu pour accueillir les conseils d'administration.
- Le pôle administratif de la cité scolaire sera restructuré.
- La séquence d'entrée sera reprise avec notamment le déplacement du logement gardien et l'intégration de locaux d'accueil en lieu et place de ce logement.

JEAN ROSTAND CHER	PARIS 75020	75
---------------------------------	-----------------------	-----------

RENOVATION GLOBALE

Contraintes particulières

L'opération devra se faire en site occupé, le phasage devra donc garantir la sécurité des utilisateurs, le maintien des activités d'enseignement et de restauration pendant toute la durée du chantier. Un délestage provisoire des élèves est indispensable, évalué à 55% minimum.

L'opération sera menée dans le cadre d'une démarche Qualité Environnementale conformément aux objectifs de la Région, et fera l'objet d'un Programme technique et environnemental spécifique afin de répondre aux enjeux de durabilité et maintenabilité, management environnemental, territoire et biodiversité, Energie et bioclimatisme, Confort et santé, Ressources et matériaux et Eau.

L'opération intégrera les fortes contraintes patrimoniales de l'existant dans une démarche de mise en valeur et de préservation de ce patrimoine, en partenariat avec la DRAC.

Montant de l'investissement TDC : 70 000 000 €

Montant des études à individualiser : 14 000 000 €

A effectuer / en cours pour compléter le programme

- Diagnostic PEMD
- Diagnostic acoustique

Annexe 4: Fiche programme Lycée Alexandre Dumas à Saint-Cloud (92)

Rénovation énergétique
Présentation du lycée

Données du site actuel

Adresse	112 boulevard de la République – SAINT CLOUD
Surface SHON	15 693 m ²
Surface utile	16 308 m ²
Niveaux par bâtiment	Bâtiment A : R+5 Bâtiment B : R+5 Bâtiment C : R+1 Bâtiment D : R+1 Bâtiment E : R+1
Année de construction	Début de construction en 1959
Classification incendie	ERP de 1 ^{ère} catégorie
Effectifs (rentrée scolaire 2024/2025)	Elèves : 1570 Enseignants et personnel de direction, vie scolaire : 133

Rénovation énergétique

1. OBJECTIFS

L'opération de rénovation énergétique du lycée Alexandre Dumas à Saint-Cloud s'inscrit dans le cadre du programme d'investissement porté par la Région Ile-de-France pour les lycées franciliens. Les objectifs de cette opération sont les suivants :

- Réduire les consommations énergétiques de l'établissement en accord avec le décret tertiaire ;
- Améliorer les conditions d'utilisation pour les élèves et le personnel de l'établissement (confort d'été et d'hiver, qualité de l'air des locaux) ;
- Maîtriser l'enveloppe budgétaire allouée.
- Assurer la pérennité des investissements par des choix de conception amenant à la mise en œuvre de matériaux et d'équipements robustes, pérennes dans le temps, et faciles d'entretien.
- Réduire l'impact environnemental en phase chantier et exploitation
- Mettre en œuvre une installation de géothermie

L'opération prévoira aussi la création d'un ascenseur, afin de permettre l'accessibilité du bâtiment D.

2. DIAGNOSTICS REALISES

Les études réalisées à ce jour sont :

- Simulation thermique dynamique et simulation énergétique dynamique ;
- Diagnostic réseaux
- Diagnostic Amiante et Plomb
- Diagnostic Structure

3 - EXIGENCES PERFORMANTIELLES

L'ensemble des travaux doivent conduire à :

- Atteindre les seuils 2050 du décret tertiaire, à savoir la réduction de 60% des consommations d'énergie.
- Limiter les inconforts à moins de 2% du temps d'occupation en été en utilisant un scénario prévisionnel de température de 2050.
- Assurer une concentration en CO2 inférieur à 1000ppm/m3 via un suivi en temps réel.

Le montage de l'opération est prévu en utilisant l'outil juridique du **marché public global de performance (MGP)** – ce faisant les performances seront contractuellement exigibles auprès du titulaire durant les 5 premières années de l'exploitation.

4. CONTRAINTES PARTICULIERES

Les contraintes pour cette opération se situent à différents niveaux :

- Organiser les travaux en site occupé avec maintien du fonctionnement de l'établissement en limitant les nuisances pour les occupants.
- L'établissement dans la zone d'influence de la ligne de métro 15, à prendre en compte lors des travaux en sous-sol.

5. DELAIS

La durée totale des travaux est estimée à 24 mois, y compris la période de préparation.

6. BILAN FINANCIER

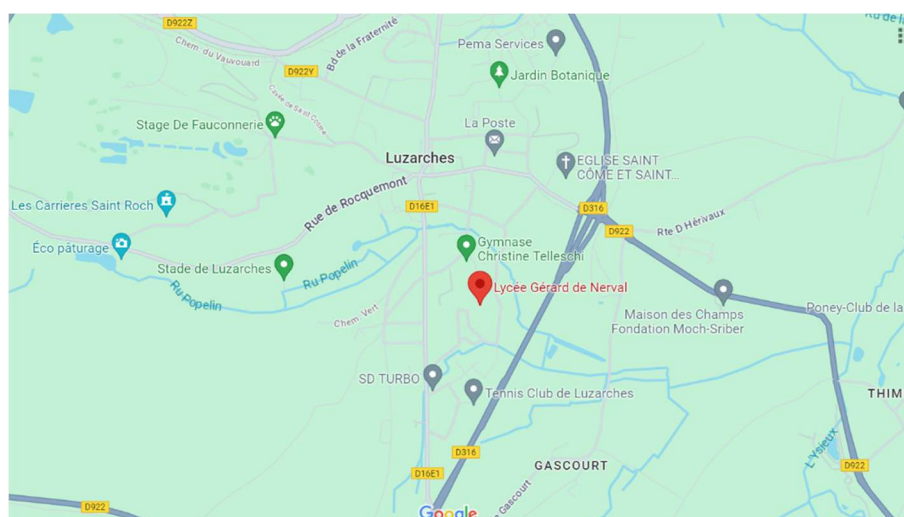
Montant de l'enveloppe financière prévisionnelle : **31 386 000 € TDC**

Affectation pour les études : **6 277 200 €**

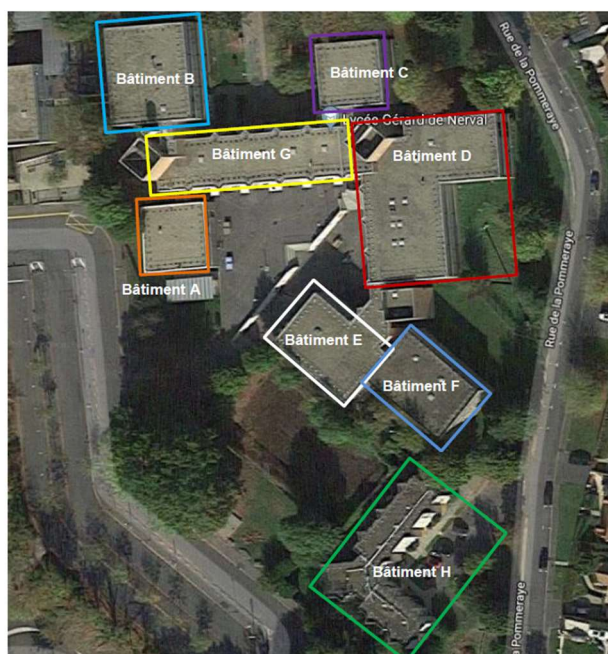
Annexe 5 : Fiche programme Lycée Gerard de Nerval à Luzarches (95)

Rénovation thermique

Plan d'implantation régionale et photo aérienne



Plan de situation et plan de masse

*Données du site actuel*

Adresse	Place de l'Europe, LUZARCHES (95)
Usage	Lycée (enseignement, CDI, logements de fonction)
Nombres d'occupants	804 élèves environ 30 personnes pour le personnel 50 enseignants
Type d'établissement	ERP type R 2 ^{ème} catégorie, habitat
Date de construction	1981
Surface SHON	6847,2 m ²
Nombre de niveaux	En RDC : A, B, C, D, E, F, G, H En R+1 : B, C, D, E, F, G, H En R+2 : B

RENOVATION ENERGETIQUE

1. OBJECTIFS

L'objectif principal de cette réhabilitation est donc axé sur la performance énergétique globale du lycée. Ce marché comprend donc la conception et la réalisation des travaux ainsi que l'exploitation des installations techniques sur l'ensemble du périmètre du lycée. Le chantier devra respecter les exigences de chantier vert.

Cependant, cette rénovation doit permettre de parvenir aux objectifs suivants :

- Confort thermique pour les occupants du lycée (ponts thermiques faibles, phénomène de paroi froide minimisé, courants d'air frais supprimés, etc.) avec une consommation énergétique conventionnelle plus ambitieuse que la réglementation thermique en vigueur sur l'existant ;
- Qualité de l'air intérieur : amélioration de la qualité sanitaire aéraulique des locaux en termes d'enjeu de santé publique ;
- Durabilité et respect de l'environnement : choix des matériaux et équipements pour une pérennité de l'ouvrage, des installations et une facilité de la maintenance future ;
- Confort acoustique : minimiser les nuisances acoustiques principalement au niveau des nouveaux équipements installés ;
- Confort visuel : éclairage des locaux optimisé, favoriser l'éclairage naturel en diminuant les phénomènes d'éblouissement ;
- Financier : le coût des travaux doit correspondre au budget prévisionnel du MAITRE D'OUVRAGE.
- Protection de la santé des utilisateurs ; Désamiantage des murs et sols dans l'établissement avec remise en peinture des salles et circulation après intervention.
 - Mise en peinture de toutes les circulations avec peinture ordinaire
 - Mise en peinture de toutes les salles de classe y compris l'administration,
 - Mise aux normes de tous les sanitaires élèves et professeurs

Le lycée sera occupé pendant la période des travaux, les logements également. Le TITULAIRE devra

- Planifier et organiser les différentes interventions dans les locaux du lycée ;
- Éviter toute perturbation concernant les élèves et les occupants des logements ;
- Respecter les conditions nécessaires pour la sécurité des occupants du lycée et des logements.
- Toutes l'installation des salles de classes provisoires, si prévues, devra être prévu par le TITULAIRE, notamment le mobilier, le déménagement, les raccordements téléphoniques et internet, ...

2. DIAGNOSTICS REALISES

Les études réalisées à ce jour sont :

- Audit Energétique ;
- Diagnostic réseau ;
- Diagnostic sécurité incendie ;
- Diagnostic structure ;
- Diagnostics amiante ;

3. EXIGENCES PERFORMANTIELLES

L'ensemble des exigences performanciennes décrites ci-après devront être atteintes exhaustivement, à minima à l'issue des travaux.

L'opération permettra d'étudier, concevoir et réaliser les mesures d'efficacité énergétique nécessaires à l'atteinte des objectifs de performance définis dans le programme performantiel (en termes énergétique, environnemental, confort et santé des occupants, durabilité et qualité d'usage).

La performance énergétique globale du projet sera d'abord jugée par un calcul réglementaire au sens de l'arrêté du 13 juin 2008 pour les bâtiments existants, basé sur la méthode Th-CE Ex.

- **Confort Thermique**
- **Qualité de l'air intérieur**
- **Durabilité et maintenance des matériaux**
- **Choix de matériaux biosourcés**
- **Confort Acoustique**
- **Confort visuel**
- **Plan de mesure et vérification**
- **Certificat d'économie d'énergie**
- **Photovoltaïque**

Le titulaire devra réaliser l'étude et l'installation des panneaux photovoltaïque.

4. CONTRAINTES PARTICULIERES

Les contraintes pour cette opération se situent à différents niveaux :

- Le phasage pour réaliser ces travaux en site occupé avec maintien du fonctionnement de l'établissement et la sécurité des personnes pendant toute la durée du chantier ;
- Le phasage pour réaliser les travaux dans les logements de fonction.
- La mise en place de bâtiments démontables pour assurer une continuité de service à la communauté scolaire.
- La rénovation de la chaufferie et de la sous-station sera nécessairement planifiée hors période de chauffe, c'est-à-dire entre les mois de mai à septembre inclus.
- Que certaines interventions ne peuvent être prévues en période de gel possible ou d'intempéries ; comme l'arrêt du chauffage pendant une journée.

Gérard de Nerval

LUZARCHES
Place de l'Europe
95270 Luzarches

95

La durée totale des travaux de rénovation énergétique est estimée à 18 mois.

La période de préparation de trois mois vient s'ajouter à ce délai d'intervention.

La durée totale des travaux de désamiantage et d'embellissement est estimée à 20 mois.

La période de préparation de 3 mois est incluse dans le délai global de réalisation des travaux de désamiantage et d'embellissement.

Les travaux devront se terminer en fin d'année 2027. En effet un projet de construction de la demi pension mutualisée avec le collège mitoyen est en cours d'étude sous maîtrise d'ouvrage du département du Val d'Oise pour un démarrage des travaux début 2028.

Montant du budget global de l'opération: 17 710 147 € TDC

Annexe 6 : Fiche programme Opérations d'amélioration patrimoniale lot 3

OPERATIONS PRIORITAIRES D'AMELIORATION PATRIMONIALE

Liste des opérations – Vague 2

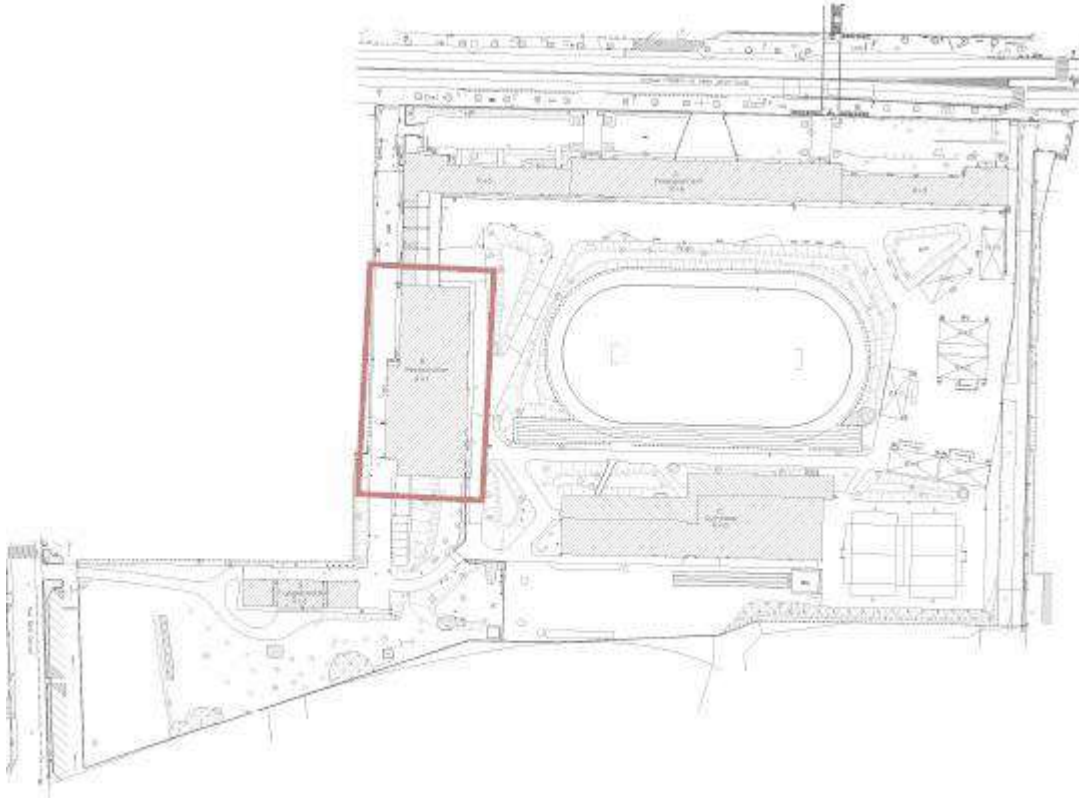
LOT 3 - 5 Demi-pensions (DP)

<i>Typo.</i>	<i>Nom</i>	<i>Ville</i>	<i>Dépt</i>	<i>Programme</i>	<i>MONTANT € TDC</i>
DP	Joliot Curie	Nanterre	92	Restructuration	8,844 M€ TDC
DP	Louis Bascan	Rambouillet	78	Rénovation	9,372 M€ TDC
DP	Viollet le Duc	Villiers Saint Frédéric	78	Rénovation	6,732 M€ TDC
DP	Léonard de Vinci	Melun	77	Restructuration	3,324 M€ TDC
DP	Albert Einstein	Sainte Geneviève des Bois	91	Restructuration	5,964 M€ TDC

Programmes des 5 opérations prioritaires d'amélioration patrimoniale

LOT 3 :

- **NANTERRE – Lycée JOLIOT CURIE**
Restructuration globale de la demi-pension



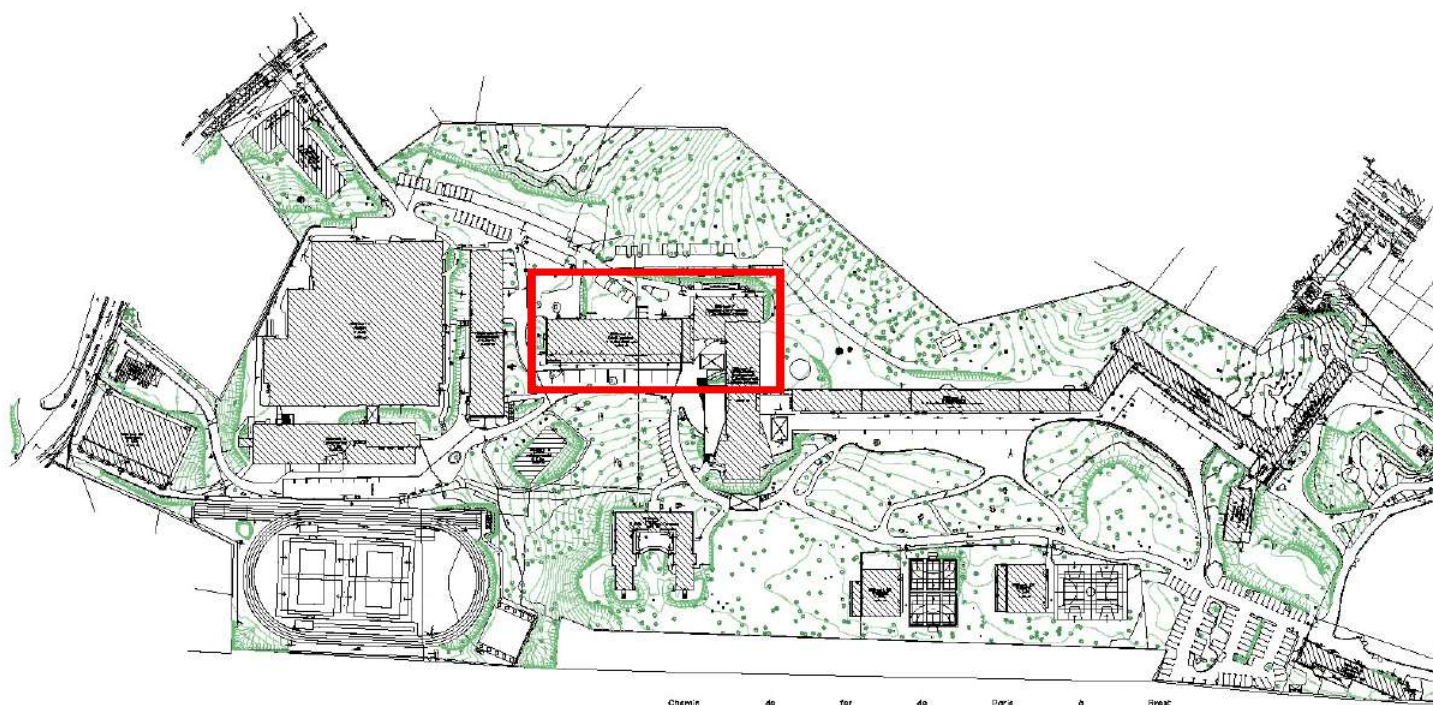
Objectif :

Les interventions viseront à restructurer l'intégralité des locaux de demi-pension afin d'augmenter la capacité de production de 600 à 1200 repas dont 600 en liaison froide, elles permettront également de rénover les autres espaces du bâtiment demi-pension et d'améliorer son enveloppe.

Programme :

- Restructuration de la DP pour augmenter la capacité de production de 600 à 1200 repas dont 600 en liaison froide
- Rénovation du bloc sanitaire et des salles de cours présentes dans le bâtiment
- Remplacement des menuiseries extérieures de tout le bâtiment
- Amélioration énergétique
- Ravalement de façade
- Cuisine provisoire pour les travaux

- **RAMBOUILLET – Lycée LOUIS BASCAN**
Rénovation technique de la demi-pension



Objectif :

Il s'agit d'une opération de rénovation complète du second œuvre afin d'offrir aux élèves (1300 rationnaires par jour) et aux agents un environnement plus confortable.

A noter : l'établissement construit en 1959, fait partie des édifices labellisés « Architecture contemporaine remarquable ».

Programme :

- Réfection de l'ensemble des locaux des 2 bâtiments de la demi-pension
- Rénovation énergétique de l'enveloppe bâti dont remplacement des menuiseries extérieures, ITI et ravalement de façade.
- Cuisine provisoire pour les travaux

- **VILLIERS SAINT FREDERIC – Lycée VIOLLET LE DUC**
Rénovation globale de la demi-pension



Objectif :

Il s'agit d'une opération de rénovation quasi complète du second-œuvre et restructuration des espaces de production. Les travaux ont pour but de corriger les dysfonctionnements techniques et fonctionnels de la cuisine et d'accueillir convenablement près de 1100 rationnaires.

Programme :

- Rénovation de la cuisine, des réfectoires et de la laverie
- Remplacement des menuiseries extérieures sur l'ensemble du niveau
- Remplacement des monte-charges
- Cuisine provisoire pour les travaux

- **MELUN – Lycée LEONARD DE VINCI**
Restructuration globale de la demi-pension



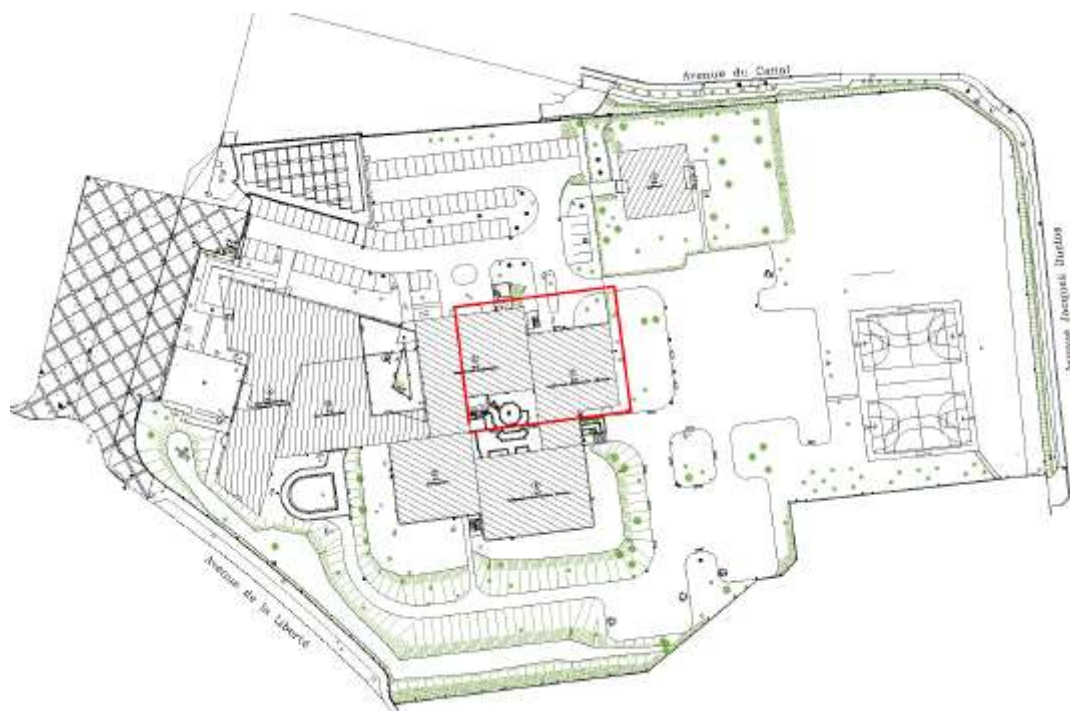
Objectif :

Les interventions envisagées permettront la restructuration de l'ensemble des locaux de production, vétustes et dysfonctionnels afin d'approcher le fonctionnement cible détaillé dans le guide de programmation de la Région

Programme :

- Restructuration de la cuisine et remplacement d'équipements de cuisine
- Cuisine provisoire pour les travaux

- **SAINTE GENEVIEVE DES BOIS – Lycée Albert EINSTEIN :**
Restructuration globale de la demi-pension et d'espaces d'enseignement



Objectif :

Les interventions envisagées correspondent à une opération globale permettant d'adapter le lycée à une augmentation de sa capacité d'accueil (130 nouveaux élèves attendus entre 2023 et 2027). Les travaux portent sur le réaménagement et l'extension de la demi-pension ainsi que sur l'adaptation de locaux d'enseignement et services généraux.

Programme :

La restructuration des locaux permettra la mise au propre de l'ensemble des locaux. Certains aspects structurants devront faire l'objet de correctifs importants dans le même cadre :

- Restructuration des espaces de production
- Agrandissement de la laverie et des salles de restauration
- Adaptation des locaux enseignements et services généraux.

Annexe 7 : Convention avec le Département de Seine-Saint-Denis CMR Jean Renoir à Bondy (93)

**Convention spécifique de financement et de transfert de la maîtrise d'ouvrage de
l'opération de restructuration de la demi-pension à la cité mixte régionale Jean
Renoir à Bondy**

Entre

La Région d'Île-de-France, dont le siège est 2, rue Simone Veil, 93400, Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la présidente du Conseil Régional, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée par la délibération n° CP 2025-340 en date du 21 novembre 2025

Ci-après dénommée « **la Région** »,

d'autre part,

Et

Le Département de la Seine-Saint-Denis, dont le siège est l'Hôtel du Département, Esplanade Jean-Moulin, 93006, Bobigny Cedex représenté par le Président du Conseil Départemental Monsieur Stéphane TROUSSEL, en vertu de la délibération de la Commission permanente n° , en date du

Ci-après dénommée « **le Département** »,

d'une part,

APRES AVOIR RAPPELÉ

Par convention cadre du 20 juillet 2020, le Département de la Seine-Saint-Denis et la Région Île-de-France ont convenu d'organiser les modalités de fonctionnement et de maintenance des cités mixtes régionales (CMR) situées dans le département de la Seine-Saint-Denis.

Cette opération dépassant le cadre des grosses réparations, les Parties ont décidé d'établir une convention spécifique telle que prévue à l'article 6 de ladite convention cadre, pour définir les conditions dans lesquelles le Département confie à la Région la maîtrise d'ouvrage des travaux relatifs au collège, et à leur financement.

Le lycée et le collège Jean Renoir, constituent un ensemble immobilier scolaire du second degré situé 11 rue Frémin à Bondy (93140). La CMR accueillait en 2023, 1 993 élèves, dont 1 436 lycéens et 557 collégiens.

Description synthétique du contexte lié aux travaux :

Les locaux de production de la demi-pension du collège actuels présentent un déséquilibre dimensionnel et fonctionnel par rapport aux autres espaces. La production chaude est implantée dans un vaste local totalement ouvert sur la distribution et les circulations, tandis que la production froide est installée dans un espace inadapté, donnant directement sur les zones accessibles aux convives.

Par ailleurs, l'attente et la distribution reposent sur une seule ligne de self, dont la longueur excessive engendre des contraintes de fonctionnement et de fluidité.

Face à ces constats, une restructuration complète de la demi-pension et de l'organisation des différentes fonctionnalités s'avère nécessaire.

Le programme de travaux a ainsi pour objectif une restructuration globale des espaces, permettant d'atteindre une capacité d'accueil optimisée de 900 convives.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions administratives, techniques et financières dans lesquelles le Département transfère, en application de l'article L.2422-12 du code de la commande publique, à la Région la maîtrise d'ouvrage (pour le collège) de la réalisation de l'opération de restructuration de la demi-pension de la CMR Jean Renoir à Bondy.

ARTICLE 2 – Modalités relatives à la maîtrise d'ouvrage

2-1 - Eléments de la maîtrise d'ouvrage de la Région concourant à l'opération :

En tant que maître d'ouvrage unique de l'opération visée à l'article 2.2 de la présente convention, la Région exerce toutes les attributions attachées à cette qualité, telles qu'elles sont décrites aux articles L.2421-1 et suivants du code de la commande publique.

En particulier, la Région assure la passation, la conclusion et l'exécution des marchés de prestations intellectuelles et de travaux concourant à la réalisation de l'opération susvisée, et notamment :

- Conclusion et gestion du marché de maîtrise d'œuvre,
- Conclusion et gestion des marchés d'assistance à maîtrise d'ouvrage et de conduite d'opération,
- Conclusion et gestion du marché de contrôle technique,
- Conclusion et gestion du marché de coordination en matière de sécurité et protection de la santé des travailleurs ,
- Conclusion et gestion des marchés de travaux,
- Conclusion et gestion des contrats d'assurances,
- Gestion administrative, financière et comptable,
- Et de manière générale tout contrat nécessaire à la réalisation de l'opération,
- Gestion des opérations de réception et d'action en garantie de parfait achèvement
- Action en justice dans les conditions définies à l'article 8 de la présente convention.

De manière générale, la Région est habilitée à signer et exécuter tous les actes afférant à l'exercice de la maîtrise d'ouvrage au nom de l'ensemble des maîtres d'ouvrage formés par la Région et le Département.

2-2 – Descriptif de l'opération et Calendrier prévisionnel de réalisation :

Description des travaux :

Restructuration globale des espaces de la demi-pension et mise à niveau des équipements, permettant d'atteindre une capacité d'accueil optimisée de 900 convives.

Jalons principaux	Date prévisionnelle
1. Notification du marché de maîtrise d'œuvre	Novembre 2025
2. Dépôt PC	Mars 2026
3. AAPC Travaux	Juillet 2026
4. Notification du marché de travaux	Novembre 2026
5. Réception	Décembre 2027

2-3 – Association du Département :

Par la présente convention, le Département approuve le programme de travaux joint en annexe 1.

L'état d'avancement de l'opération sera abordé dans le cadre des réunions semestrielles du Comité de concertation et de coordination prévues à l'article 1-4 de la convention cadre.

Au besoin, l'une ou l'autre des Parties peut solliciter l'organisation d'une réunion d'avancement supplémentaire en comité restreint, avec l'envoi d'une convocation par tous moyens et sous réserve d'un préavis de 3 jours ; les participants faisant leurs meilleurs efforts pour se rendre disponibles.

ARTICLE 3 – Coût, financement et montant de la participation du Département :

3-1 - Montant prévisionnel de l'opération :

L'enveloppe financière prévisionnelle allouée à l'opération est fixée à **8 448 000 € TTC toutes dépenses confondues** conformément à l'annexe 2.

Cette enveloppe comprend :

- La participation financière du Département TTC qui comporte la totalité des frais engagés dans le cadre de l'opération : tous honoraires, rémunérations des prestataires, frais divers, assurance, actualisation et révisions inclus ;
Elle ne comporte pas le défraiement de la Région, défini à l'article 3-3 ci-après.
- La participation financière de la Région TTC ;
- Le montant de la TVA à la charge des deux collectivités qui sera, pour la part qui leur revient, bénéficiaire du reversement au titre du fonds de compensation de la TVA.

Le cas échéant, l'enveloppe prévisionnelle pourra être révisée par avenant pour prendre en compte les prestations et/ou travaux supplémentaires ainsi que les aléas non prévus à ce jour.

3-2 - Participation financière du Département :

En tant que maîtrise d'ouvrage unique, la Région assure l'intégralité du financement de l'opération. Au fur et à mesure de l'avancement de l'opération, le Département procédera au remboursement de la part des dépenses exposées par la Région selon les modalités suivantes.

La Région et le Département conviennent que leurs parts respectives soient évaluées en pourcentage au regard du coût global de l'opération en tenant compte des effectifs du collège et du lycée à la rentrée scolaire 2023 :

- 1 436 élèves au lycée soit 72.05%,
- 557 élèves au collège soit 27.95%.

A ce titre, considérant le budget prévisionnel de l'opération s'élevant à **8 448 000 € TDC**, il en résulte les parts Région et Département suivantes :

- Part Région : **6 086 784 €**, soit 72.05%,
- Part Département : **2 361 216 €**, soit 27.95%.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par la Région s'avèrent inférieures ou supérieures aux montants initialement prévus, la participation du Département sera révisée, au stade du bilan définitif, en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux prévu à la présente convention.

3-3 – Défraiement des dépenses engagées par le Maître d'ouvrage

En vertu de l'article 7 de la convention cadre précitée, la Région perçoit un défraiement des frais engagés pour le suivi de l'opération à hauteur de 1,3% du montant HT de la participation du Département. Ce versement fera l'objet d'un appel de fonds unique (titre de recette) à la fin de l'opération, après l'approbation du bilan définitif de l'opération par le Département.

Ce défraiement s'ajoute à la participation du Département déterminée à l'article 3-2 de la présente convention.

ARTICLE 4 – Versement de la participation du Département

L'opération est entièrement retracée sur le budget de la Région qui inscrit l'ensemble des dépenses à son budget d'investissement, chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage, Code fonctionnel 24 « Cités scolaires » programme HP 24-001 « Opérations travaux dans les cités scolaires » (124001) action « Rénovation des cités mixtes régionales » (12400108).

Les modalités de versement de la participation financière du Département sont les suivantes :

Jalons	Versement acompte		Date prévisionnelle
	%	€	
1. Notification du marché de travaux	10%	236 121,60 €	Novembre 2026
2. 70% d'avancement des travaux	50%	1 180 608 €	T3 2027
3. Réception	30%	708 368,80 €	Décembre 2027
4. Quitus de la convention	10%	236 121,60 €	2029
TOTAL	100%		

A chacune des étapes de ces différentes missions, la Région émet un titre de recette correspondant à la part du Département, accompagné des justificatifs d'avancement de l'opération (OS, budget prévisionnel, attestation d'avancement des travaux ou tout acte équivalent justifiant l'usage des sommes).

ARTICLE 5 – Réception et mise à disposition des ouvrages

5-1 Réception des travaux

Elle est prononcée par la Région en présence des représentants du Département. Les représentants du Département et du collège assistent aux opérations préalables à la réception des ouvrages organisées par la Région.

5-2 Mise à disposition des ouvrages

Les ouvrages sont remis conjointement aux deux collectivités, dès la date d'effet de la réception des travaux notifiées aux entreprises. Cette mise à disposition fait l'objet d'un procès-verbal signé par les représentants des deux collectivités territoriales.

Dans le cas de remises partielles, celles-ci n'interviendront qu'après les réceptions partielles correspondantes.

Une fois l'ouvrage remis, celui-ci intègre l'ensemble immobilier scolaire, géré par la Région dans le cadre de la convention cadre du 20 juillet 2020, signée entre la Région et le Département.

La Région reste responsable de la levée des réserves de réception et de la mise en jeu éventuelle des garanties légales et contractuelles.

Toute mise à disposition ou occupation anticipée d'ouvrage doit faire l'objet d'un constat contradictoire de l'état des lieux consigné dans un procès-verbal signé de la Région et du Département. Ce constat doit notamment faire mention des réserves de réceptions levées ou restant à lever à la date du constat.

ARTICLE 6 – Bilan définitif

Hors le cas de résiliation de la convention qui est réglé par les dispositions spécifiques de l'article 11 ci-après, la mission de la Région s'achève lorsque les conditions qui suivent sont remplies.

Dès lors que l'ensemble des ouvrages a été réceptionné dans les conditions définies à l'article 5 et qu'il a été procédé au règlement de tous les marchés et autres prestations, la Région établit le bilan définitif de l'opération et le communique au Département.

La mission de la Région prend fin lorsque ce bilan définitif d'opération est approuvé par le Département sous un délai de trois mois. A défaut, le bilan établi par la Région est réputé accepté.

Le bilan de l'opération doit prendre en compte les éléments suivants :

- L'historique pour chaque année civile des dépenses réglées par la Région et des versements effectués par le Département, au titre de sa participation. Il fait ressortir le cas échéant les sommes restant dues par l'une ou l'autre des collectivités au titre de leurs contributions respectives à l'opération définies à l'article 4 ou dans le cadre d'une modification prévue par avenant conformément à l'article 9 de la présente convention ;
- Le bilan de fin de mission comportant l'état détaillé des dépenses et recettes réalisés, visé par le comptable régional ;
- Les pièces techniques suivantes : copie des procès-verbaux de réception et de mise à disposition des ouvrages, DOE et DIUO.

Les deux collectivités s'engagent à honorer, sous délai de six mois à compter de la communication du bilan définitif, leurs éventuelles obligations financières au regard de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 7 – Assurances

La Région fait son affaire de la souscription des polices d'assurances spécifiques à l'opération.

ARTICLE 8 – Capacité d'ester en justice

Au titre de l'opération faisant l'objet de la présente convention, la capacité d'ester en justice est dévolue à la Région.

D'une manière générale, la Région assure le règlement de tout litige lié à l'opération objet de la présente convention et en informe le Département.

La Région est expressément chargée des contentieux et recours intervenant au titre de la garantie de parfait achèvement.

ARTICLE 9 – Modification de la convention

Le maître d'ouvrage pourra décider seul des adaptations et modifications mineures n'ayant pas d'incidence sur l'enveloppe financière allouée à l'opération. Il en informera le Département par écrit.

Si les modifications concernées ont pour effet d'augmenter le montant de l'enveloppe financière et dans l'hypothèse où la proposition serait validée par les représentants du Département, le recadrage financier qui en résulterait nécessiterait la passation d'un avenant à la présente convention.

Toute autre modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant.

Chaque avenant sera adopté préalablement par les assemblées délibérantes des deux collectivités.

ARTICLE 10 – Entrée en vigueur et Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature par la dernière des parties.

Sauf résiliation dans les conditions fixées à l'article 11, elle prend fin dès lors que les deux collectivités ont rempli leurs obligations financières respectives définies à l'article 6.

ARTICLE 11 – Résiliation

Dans le cas d'un motif légitime et sérieux invoqué par l'une ou l'autre partie, la résiliation de la présente convention peut intervenir sous réserve du respect d'un préavis de six mois.

La résiliation ne peut être effective qu'après le règlement financier des sommes réellement engagées par la Région et le cas échéant restitution des sommes versées par le Département qui n'ont donné lieu, par la Région, à aucun paiement.

ARTICLE 12 – Litiges

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solution amiable seront déférés au Tribunal administratif territorialement compétent.

Pièces annexées :

- Annexe 1 : Programme des travaux et note finale IDFCD
- Annexe 2 : Décomposition du coût prévisionnel

Fait en deux exemplaires originaux

A Bobigny, le

Pour le Département de la Seine-Saint-Denis

A Saint-Ouen, le

Pour la Région Ile-de-France

Annexe 8 : Fiche programme Lycée fusionné à Coulommiers (77)

Plan de situation et plan de masse

Localisée au cœur de la Brie et sur les bords du Grand Morin, la ville de Coulommiers est située à 60 kilomètres à l'est de Paris, à 20 kilomètres de l'autoroute A4 et de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée (Disneyland Paris, Val d'Europe) et à 35 kilomètres de l'autoroute A5. La commanderie des Templiers (1173) construite à proximité du lycée est classée Monument historique depuis 1994. La commune de Coulommiers dépend de l'académie de Créteil.

Plan masse aujourd'hui

Données du site, état actuel :

Le lycée polyvalent, implanté sur un site d'environ 111 830 m², occupe une emprise d'environ 39 700 m² (29 465 m² SU). Le lycée est réparti sur une quinzaine de bâtiments de gabarits et de types différents, suivant une organisation spatiale complexe.

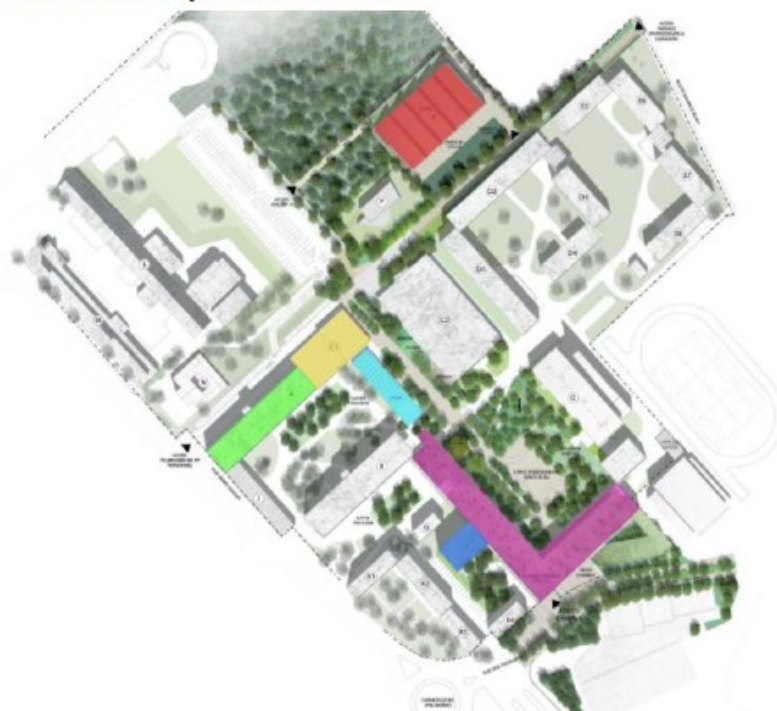
L'absence de séquençage des accès depuis un parvis extérieur peu lisible, donnant sur des circulations confuses avec de nombreux croisements de flux, l'éparpillement des fonctions, administration excentrée, intendance isolée, locaux de gestion de vie scolaire divisés sont l'héritage de l'existence de deux établissements scolaires jusqu'à leur unification récente.

Les bâtiments principaux sont ceux accueillant l'enseignement général, d'une typologie des années 1970 avec des pathologies chroniques (infiltration, dégradation des revêtements, ...) et des bâtiments industriels très vétustes (réseaux, gestion des effluents, ...) et inadaptés aux besoins des enseignements modernes (gabarits des véhicules, débâtements insuffisants, ...), auxquels s'ajoutent des bâtiments inadaptés à l'affectation scolaire, comme l'internat, et contraignant fortement l'organisation du site.

Tranche 1– Rénovation globale (Réalisation des travaux de 2024 à 2028 - chantier en cours)

Cette première étape de rénovation porte donc sur la reconstruction des ateliers de mécanique auto, des bâtiments d'enseignement technologique et artistique, de la vie scolaire, de l'administration, du CDI et l'aménagement de la séquence d'entrée de l'établissement sur la rue des Templiers.

Ces aménagements impliquent la démolition et la reconstruction sur une partie du patrimoine existant, notamment la déconstruction d'une partie des hangars et des bâtiments administratifs pour la reconstruction d'environ 10.000 m² de SDP et la réhabilitation (plus ou moins importante selon les bâtiments) sur 6.000 m² SDP existantes.

Plan masse après tranche 1

JULES FERRY & CORMIER	COULOMMIERS <i>4 rue Henri Dunant - 77120</i>	77
--------------------------------------	---	-----------

Structure pédagogique :

A la rentrée 2024 le lycée accueillait 2.003 élèves répartis en 86 divisions, pour une capacité maximale de 2 650 élèves en 94 divisions (révisée en 2018 suite à la fusion).

Les enseignements proposés sont :

- BTS (maintenance et après-vente des engins de travaux publics et de manutention, assistant manager)
- Bac pro (maintenance des matériels, maintenance des véhicules, réparation des carrosseries, gestion-administration, conducteur transports routiers marchandises, accompagnement soins et services à la personne)
- Bac techno (énergies et environnement, innovation technologique et écoconception, gestion et finance, mercatique, ressources humaines et communication, système d'information de gestion, sciences et technologies de la santé et du social)
- Bac (sciences et vie de la terre, sciences de l'ingénieur, économique et social, littéraire)
- CAP (maintenance des matériels, maintenance des véhicules, peinture en carrosserie, réparation des carrosseries, vendeur-magasinier en pièces de rechange et équipements automobiles, assistant technique en milieux familial et collectif)

Réforme du BAC (projet de carte des enseignements de spécialité) – rentrée 2019

- Histoire-géo, géopolitique et sciences politiques, Humanités,
- littérature et philosophie
- Langues, littérature et cultures étrangères
- Mathématiques, Physique-chimie,
- Sciences et vie de la terre
- Sciences économiques et sociales
- Littérature, langues et cultures de l'antiquité
- Numérique et sciences informatiques,
- Sciences de l'ingénieur

Internat de garçons : 156 places

JULES FERRY & CORMIER	COULOMMIERS 4 rue Henri Dunant - 77120	77
--------------------------------------	--	-----------

Programme et objectif de l'opération : Tranche 2 du schéma directeur pour la rénovation globale

La présente opération s'inscrit dans une démarche globale qui vise à améliorer l'ensemble des espaces avec une organisation fonctionnelle plus rationnelle. Elle vise également à faire face au déficit de surface pour certains enseignements professionnels et locaux de sportif.

Des améliorations fonctionnelles porteront également sur l'adaptation des salles d'enseignement aux nouvelles pratiques pédagogiques.

Elle permettra à terme la mise aux normes vis-à-vis de la réglementation en vigueur relative à l'accessibilité handicap, la sécurité incendie et l'isolation thermique des bâtiments existants.

Elle a notamment pour objet de :

- rénover les bâtiments existants d'enseignement et internat (bâtiments B et D1 à D4)
- déconstruire des bâtiments qui ne sont plus adaptés aux usages d'enseignement (bâtiments E5 à E8 et N)
- Aménagements extérieurs (VRD, espaces verts...)

Cette opération sera menée dans le cadre d'une démarche de Qualité Environnementale conformément aux objectifs de la Région, et fera l'objet d'un cahier des charges spécifique.

Contraintes particulières - points de vigilance :

Opération de réhabilitation et rénovation de bâtiments existants réalisée en site occupé et donc phasée.

Labellisation « architecture contemporaine remarquable » du site.

La présence de la Commanderie à proximité du campus impose une servitude d'utilité publique (périmètre de protection autour de monuments historiques)

Zone humide au niveau du sous-bois

Montant de l'investissement TDC : 59 900 000 € TTC

Affectation déjà votée en 2024 pour les études : 18 000 000€ TTC

A effectuer pour compléter le programme :

- D'éventuels diagnostics complémentaires

Annexe 9 : Fiche programme Lycée Missak et Mélinée Manouchian à Châtenay-Malabry (92)

RENOVATION GLOBALE

Plan d'implantation régionale et plan de situation



Missak et Mélinée Manouchian	CHATENAY-MALABRY 280, avenue Jean Jaurès 92290 CHÂTENAY-MALABRY	92
-------------------------------------	--	-----------

RENOVATION GLOBALE

Données du site, état actuel :

L'entrée du lycée polyvalent, située sur l'Avenue Jean Jaurès, est protégée du carrefour avec l'avenue de la division Leclerc, par un hôtel restaurant formant écran par rapport à cette départementale qui traverse la ville d'Est en Ouest.

La parcelle est entourée du Nord à l'Ouest par une zone pavillonnaire, au Sud par des immeubles résidentiels R+5 et à l'Est par le Parc de la Vallée aux Loups. Entre le Lycée et le parc, se trouvent un institut culturel et un gymnase communal.

Le site a été construit pour ouvrir ses portes en 1969.

La surface d'emprise au sol du bâti s'élève à 10 227 m² pour 18 104 m² SDP et 18 560 m² SU, sur une parcelle de contenance 51 441 m² (50 709m² dans clôture).

L'établissement a bénéficié jusqu'en 2002 d'un METP dont les principales réalisations ont eu lieu de 1991 à septembre 1994. Elles ont permis de restructurer et adapter l'établissement aux nécessités pédagogiques, rénover et agrandir la demi-pension, créer un CDI et des locaux annexes, finaliser des travaux de restructuration fonctionnelle des ateliers du lycée professionnel et du lycée technique pour en améliorer la qualité d'accueil et de vie scolaire, réaliser une extension de 2 861m² portant sur 520 places supplémentaires, l'accueil et l'administration, et plus globalement, mettre en conformité, mettre en sécurité générale et ravalier les bâtiments.

Le site est composé de 2 parcelles contiguës comprenant sur l'une 5 bâtiments et, sur la seconde, le gymnase.

Les bâtiments situés sur la parcelle principale sont les suivants :

- * Le bâtiment A, dont le plan est en forme de T occupe l'essentiel de l'emprise au sol des bâtiments, est constitué de volumes imbriqués, comprenant la quasi totalité des locaux d'enseignement ainsi que l'administration. Il forme ainsi un ensemble constructif hétérogène en termes de système constructif et d'activité, allant de la nappe d'ateliers en rez-de-chaussée à l'immeuble R+5 avec entresol.
- * Le bâtiment B, en fond de parcelle, constitué d'un rez-de-chaussée sur sous-sol, abrite la demi-pension.
- * Les bâtiments C et D sont des BD d'un seul niveau, abritant 3 salles complémentaires d'enseignement.
- * Le bâtiment E, un R+3 sur sous sol, regroupe 12 logements de fonction.

La parcelle contient également des constructions non closes (abri vélo, abri voitures, préaux-porches des bâtiments A, B et E..)

D'une manière générale les constructions qui composent l'établissement sont en assez mauvais état de conservation.

Missak et Mélinée Manouchian	CHATENAY-MALABRY 280, avenue Jean Jaurès 92290 CHÂTENAY-MALABRY	92
-------------------------------------	--	-----------

RENOVATION GLOBALE

Structure pédagogique :

Le lycée polyvalent Missak et Mélinée Manouchian accueillait à la rentrée 2025, 950 élèves répartis dans 44 divisions.

Il propose des formations très variées : de l'enseignement général à l'enseignement professionnel, du CAP au BTS, de l'enseignement de sciences et technologie à l'enseignement sanitaire et social, en passant par les laboratoires de biologie, de puériculture et la formation d'agents de restauration. Il comprend également à la fois des ateliers lourds et des laboratoires d'électrotechnique.

La structure pédagogique projetée pour la présente opération prévoit une évolution de +4 divisions par rapport à la structure pédagogique actuelle :

- création d'un flux de filière générale (+3 divisions au total) ;
- création d'une demi-division de première et d'une demi-division de terminale de BAC PRO MELEC (+1 division au total).

Données d'urbanisme :

Le terrain est en pente et le nord de la parcelle est en contrebas par rapport à l'entrée de l'établissement située au sud.

Le lycée est desservi par l'avenue Jean Jaurès, donnant sur un parvis extérieur permettant d'accéder directement au bâtiment principal d'enseignement. Parallèlement à l'accès piétons, une entrée donne accès au parking de l'administration et le garage à vélo.

Les BD et les logements de fonction forment un écran par rapport à la voie de la Vallée aux loups pour la cour de récréation située en contrebas de l'entrée, et accessible par le bâtiment principal A. Les logements ont un abri voiture et un accès indépendant par la voie de la Vallée aux loups. Sur la même voie se situent aussi l'accès au parking des enseignants et un accès de service pour la demi pension.

Le parc de la Vallée aux Loups limitrophe de l'établissement est un espace boisé classé.

Le terrain s'étend sur 51 441 m² sur 2 parcelles référencées 459 et 460 section 0T au cadastre comme appartenant à la commune de Châtenay-Malabry. Le lycée est inscrit en zone UB, au PLU modifié le 21/11/17, avec une emprise au sol bâtie de maximum de 50% . Il existe également des contraintes liées à la hauteur maximale fixée à 15m.

L'établissement est situé en site classé lié au domaine de la Vallée aux Loups (AC2) et en zone de servitude de protection d'émission et réception radioélectrique (PT1 et PT2).

Le gymnase est inscrit au PLU comme servitude relative à la conservation du patrimoine sportif (JS1)

Missak et Mélinée Manouchian	CHATENAY-MALABRY 280, avenue Jean Jaurès 92290 CHÂTENAY-MALABRY	92
-------------------------------------	--	-----------

RENOVATION GLOBALE

Programme et objectifs d'opération :

L'opération a pour objet de réaliser une rénovation globale de l'établissement, très vétuste, et de restructurer et moderniser les différents pôles d'enseignement dont les équipements et l'organisation de certains sont devenus obsolètes.

Le programme prévoit une **réhabilitation et une reconfiguration des espaces** pour répondre aux besoins actuels : salles de classe modulables, espaces collaboratifs, locaux dédiés aux enseignements scientifiques, technologiques et généraux, ainsi qu'un renforcement des équipements numériques.

Les bâtiments B (demi-pension) et E (logements de fonction) sont sortis du périmètre de restructuration car leurs surfaces existantes sont conformes aux besoins, mais une analyse fine de leur fonctionnement reste nécessaire.

Enfin, l'opération intègre des **exigences environnementales fortes** avec pour objectif de livrer un lycée **moderne, durable et adapté aux enjeux éducatifs du XXI^e siècle**.

Contraintes particulières :

- Intervention dans le cadre d'un site boisé classé.
- Interventions en site occupé avec un phasage garantissant le fonctionnement de l'établissement pendant toute la durée du chantier.
- Séparation du chantier par rapport au reste du lycée pour assurer la sécurité des personnes pendant toute la durée des travaux.

Montant de l'investissement TDC : 85 000 000 €

Affectation pour les études déjà votée: 7 040 000 €

Affectation complémentaire pour les études: 9 960 000 €

A effectuer pour compléter le programme :

- Diagnostic structures
- Etudes de faisabilité
- Rapport géotechnique
- Diagnostic réseau
- Repérage amiante

Annexe 10 : Protocole transactionnel avec la société Rabot Dutilleul Construction

CP 2025-340

Plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici
2027 – 9^{ème} année de mise en œuvre – 5^{ème} rapport

Annexe 5 : Protocole d'accord transactionnel avec la société Rabot Dutilleul Construction
à consulter au Secrétariat Général du Conseil Régional

Annexe 11: Convention ECOMAISON



Conditions Particulières de financement de Projet Réemploi PMCB par les Chantiers

Entre d'une part :

La société ECOMAISON, Société par Actions Simplifiée au capital variable de 291.000 euros, dont le siège social est situé au 50 avenue Daumesnil, 75012 PARIS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 538 495 870, représentée par sa Présidente, dûment habilitée à cet effet, Madame Dominique MIGNON,

Ci-après dénommée « ECOMAISON »,

Et d'autre part :

La Région Ile de France dont le siège social est situé au 2 RUE SIMONE VEIL, 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE, représentée par le Responsable du service études générales et environnementales – Pôle Lycées, dûment habilité(e) à cet effet, Yohann TONDU,

ci-après dénommé le « BÉNÉFICIAIRE »,

Chacun des signataires de la présente convention étant désigné seul comme « la partie » et ensemble comme « les parties ».

Préambule

ECOMAISON est l'éco-organisme de la maison pour la collecte, le tri et le recyclage. Agréé dans le cadre des filières à responsabilité élargie des producteurs nommément désignées dans les dispositions de l'article L541-10-1 du code de l'environnement, à savoir :

- 10°) Les éléments d'ameublement
- 12°) Les jouets,
- 14°) Les articles de bricolage et de jardin des familles 3°) et 4°)
- 4°) Les produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment, catégorie 2.

Dans le cadre de son agrément, et conformément à l'arrêté du 10 juin 2022 portant cahier des charges des éco-organismes, ECOMAISON doit atteindre plusieurs objectifs environnementaux d'ici à 2028 dont 5% de réemploi et réutilisation (estimation ADEME à 1% en 2021).

Conformément à l'article 4.1 du cahier des charges d'agrément, ECOMAISON a élaboré un plan d'actions visant à développer le réemploi et la réutilisation des PMCB (Produits et Matériaux de Construction du Bâtiment) avec un objectif de déploiement opérationnel sur l'ensemble du territoire métropolitain et d'outre-mer.

Ce plan est décliné en 5 axes :

Ecomaison

50, avenue Daumesnil – 75012 Paris – T. 0811 69 68 70 (service 0,05 €/appel + prix appel)
SAS AU CAPITAL 291 000 EUROS – RCS PARIS 538 495 870 – TVA FR 55538495870 – CODE APE 7490 B
ecomaison.com

1. Promouvoir le réemploi et la réutilisation des PMCB auprès de l'ensemble des acteurs
2. Accompagner le réemploi et la réutilisation sur les chantiers de déconstruction, réhabilitation, rénovation et construction
3. Renforcer l'offre de PMCB par le soutien au développement d'activités de réemploi et de réutilisation
4. Stimuler la demande de PMCB réemployés et réutilisés, notamment par la levée des freins à la certification et l'assurabilité
5. Engager les metteurs en marché et fabricants dans la réemployabilité et la démontabilité des PMCB

Pour ce faire, ECOMAISON a lancé un appel à projets en 2024 afin de soutenir les acteurs engagés pour le réemploi et la réutilisation des PMCB sur les chantiers et pour le déploiement d'activités pérennes.

Le jury a apprécié les critères d'instruction suivants :

- Performance opérationnelle et économique du projet
- Caractère territorial et dimension collective : ancrage local et écosystème partenarial (collectivités, fabricants ou distributeurs, autres acteurs du réemploi, ...)
- Solidité technique et financière : traçabilité, cohérence entre l'ambition et les moyens, co-financements mobilisés
- Contribution à l'emploi social et solidaire
- Degré de répliquabilité ou d'innovation
- Diversification des territoires et des activités développées sur une même région

Après sélection des Projets par le jury, ECOMAISON contractualise aujourd'hui avec les BENEFCIAIRES afin d'organiser le financement de leur Projet.

En conséquence, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 – Définitions

Dans les CPFP, les termes, dès lors qu'ils commencent par une majuscule, ont le sens suivant :

Justificatif : désigne le ou les justificatif (s) des Dépenses éligibles.

Réemploi : toute opération par laquelle [...] des produits qui ne sont pas des Déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus. (Article L.541-1-1 C. Env.).

Réutilisation : toute opération par laquelle [...] des produits qui sont devenus des Déchets sont utilisés de nouveau (Article L.541-1-1 du C. Env.).

Règlement de Consultation désigne la procédure de candidature et de sélection de projets décrite en annexe 1.

Tout autre terme commençant par une majuscule et non défini ci-dessus est défini dans les CGFP.

Article 2 – Entrée en vigueur, durée, résiliation

2.1 La convention est conclue du 1er décembre 2024 au 31 décembre 2025.

À l'issue de cette période initiale, le contrat sera **tacitement reconduit** pour des périodes successives d'**un (1) an**, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de 3 mois avant la fin de la période en cours.

La reconduction tacite ne pourra toutefois intervenir que **trois (3) fois**. En conséquence, la durée totale du contrat ne pourra excéder **quatre (4) ans**, sauf conclusion d'un nouvel accord écrit entre les parties.

Toutefois, les obligations des articles 6 et 7 des CGFP survivent après la fin de la Convention, pour la durée mentionnée à ces mêmes articles. L'article 2.3 survit après la fin de la Convention tant que l'action en restitution n'est pas prescrite.

2.2.- Sans préjudice du droit de chaque partie à demander réparation à l'autre partie de son préjudice selon les modalités de l'article 8 des CGFP, chaque partie pourra résilier de plein droit la Convention en cas de manquement de l'autre partie à l'une de ses obligations en application de la Convention, après que la mise en demeure notifiée à la partie défaillante de remédier à son obligation contractuelle soit demeurée sans effet à l'expiration du délai fixé dans la mise en demeure. La résiliation prend alors effet à réception de la notification de la résiliation.

2.3.- Dispositions dérogatoires aux articles 2.1 et 2.2 lorsque le BENEFCIAIRE est un Groupement

- a) La Convention est conclue sous la condition suspensive de la conclusion d'un Accord de Consortium conforme à l'article 3.1 des CGFP. Par exception les réseaux ou tout autre organisation permettant à plusieurs entités d'être représentées par l'une d'entre elles n'ont pas besoin de conclure un Accord de Consortium et sont considérées comme un Groupement. Le MANDATAIRE atteste de la réalisation de la condition suspensive par une déclaration individuelle de chaque Membre, dans les termes exacts de l'annexe 3, dûment complétée et signée par chaque Membre. Lorsque ces déclarations individuelles n'ont pas pu être annexées à la Convention, le MANDATAIRE doit les notifier à ECOMAISON dans les plus brefs délais et au plus tard six mois après son entrée en vigueur, sous peine de caducité de la Convention.
- b) La Convention est conclue sous la condition résolutoire de la survenance de l'un des événements mentionnés à l'article 2.2.

Toutefois, nonobstant la résolution de la Convention, les parties demeurent tenus par leur obligation de confidentialité de l'article 7 des CGFP, et pour la durée mentionnée à ce même article.

La résolution de la Convention oblige le BENEFCIAIRE à restituer le prix déjà versé par ECOMAISON et ECOMAISON à restituer tout document que lui a remis le BENEFCIAIRE lors de l'exécution de la Convention.

- c) Seul le MANDATAIRE peut notifier la résiliation de la Convention, toute notification de résiliation faite par l'un des autres Membres étant sans effet sur la Convention.

Article 3 – Obligations du Bénéficiaire

3.1.- Le BENEFICIAIRE s'engage à utiliser la somme mentionnée à l'article 4.1 exclusivement et directement pour satisfaire à l'objet et dans le respect de la Convention.

Le type du Projet, sa finalité et ses éléments essentiels ne peuvent être modifiés sans accord préalable et écrit d'ECOMAIISON.

3.2.- Le BENEFICIAIRE s'engage à informer ECOMAISON de l'avancement du Projet et de ses résultats.

Le BENEFICIAIRE s'engage à tenir, à son initiative, un Comité de pilotage, tel que défini à l'article 5, afin de présenter à ECOMAISON :

- i. une synthèse du stade d'avancement du Projet, des résultats obtenus, et des difficultés rencontrées ;
- ii. des conclusions détaillées quant à la faisabilité des activités mises en œuvre dans le Projet ;
- iii. les suites que le BENEFICIAIRE entend donner au Projet : abandon du Projet ou mise en œuvre. L'abandon du Projet doit être motivé.

3.3.- Lorsque l'annexe 2 prévoit que le BENEFICIAIRE communique des « livrables », le BENEFICIAIRE s'engage à les communiquer à ECOMAISON au plus tard aux échéances mentionnées dans l'annexe 2, et dans la mesure du possible en synchronisation avec la tenue des Comités de pilotage.

4.4. Le Bénéficiaire s'engage à participer à l'atteinte des objectifs de Réemploi et Réutilisation fixés dans les cahiers des charges de la filière concernée en comptabilisant (par comptage ou pesée) et déclarant sur le Système d'information ECOMAISON l'ensemble des tonnes gérées.

Article 4 – Obligations d'Ecomaison

4.1.- En contrepartie des obligations du BENEFICIAIRE, ECOMAISON s'engage à lui verser un Concours financier tel qu'il résulte de l'annexe financière figurant à l'annexe 2 de la Convention et disposant que l'aide financière maximum totale qu'ECOMAIISON s'engage à verser au BENEFICIAIRE sur toute la durée de la Convention **est de 10 000 € H.T.** Ce montant n'est pas révisable.

4.2.- Modalités de paiement

Sur facturation du BENEFICIAIRE, ECOMAISON procède à un premier versement de 50% du montant du Concours financier après la signature de la Convention et à réception des Justificatifs définis à l'annexe 2.

Sous réserve d'avoir justifié la totalité des Dépenses Eligibles du premier versement, le solde du paiement sera effectué par ECOMAISON au terme du Projet sur demande du Bénéficiaire et émission d'une facture correspondante et après validation des Justificatifs définis à l'annexe 2.

Toute Dépense Eligible non justifiée ne pourra être facturée à ECOMAISON.

Le BENEFCIAIRE adresse ses factures ayant pour objet « factures AAP EM S2 2024 nom du lauréat, 1^{er} ou 2nd versement » à compta4@ecomaison.com et chantier.batiment@ecomaison.com

Dans les conditions visées ci-dessus, ECOMAISON effectue, à date de facture émise par le bénéficiaire, un paiement sous 30 jours fin de mois par virement bancaire.

4.3.- Modalités de remboursement

ECOMAIISON peut demander le remboursement intégral d'une phase non réalisée ou en cas d'abandon du Projet. Le Comité de Pilotage constatera de ce fait :

- i. la non-réalisation de cette phase correspond à un retard dans la bonne exécution du Projet. Le Comité de Pilotage pourra décider du décalage de la phase et du Projet, le cas échéant, sans remise en cause de la réalité du Projet ;
 - ii. la non-réalisation procède d'un acte intentionnel de ne pas réaliser la phase. ECOMAISON pourra décider de la résiliation de la Convention et le remboursement des montants versés.
-

Fait à Paris, le
En 2 exemplaires originaux

Pour ECOMAISON

Madame Dominique MIGNON
Présidente Ecomaison

Pour le BÉNÉFICIAIRE

Monsieur Yohann TONDU
Responsable du service études générales et environnementales – Pôle Lycées

Signature précédée de « Lu et approuvé »

Lu et approuvé

Pour le BÉNÉFICIAIRE organisé sous la forme d'un Groupement : (le cas échéant)

- MANDATAIRE (signature précédée de "Lu et approuvé" et "Bon pour acceptation de mandat")
- Pour chaque membre du Groupement (signature précédée de "Lu et approuvé" et "Bon pour mandat")

Annexes

- Annexe 1 : Règlement de consultation
- Annexe 2 : Annexe financière du Projet : description du Projet, budget prévisionnel, échéancier de versement, conditions de versement (justificatifs et livrables)
- Annexe 3 (le cas échéant) : Acte d'engagement des membres du Groupement
- Annexe 4 : Fiche chantier
- Annexe 5: Renseignements financiers

Annexe 1 : Règlement de consultation

Le règlement de consultation est accessible en cliquant sur le lien suivant :

Annexe 2 : Annexe financière du Projet

Budget prévisionnel

Montant de l'aide financière maximum accordée : 10 000 € (hors taxe)

Échéancier de versement

Versements	Echéances	Montants
Versement 1 (50%)	Après la signature de la convention par les 2 parties et à réception des justificatifs attendus	5 000 €
Versement 2 (solde)	Au plus tard à l'issue du Contrat	Au réel, plafonné au montant de l'aide financière totale accordée

Conditions de versement

Informations obligatoires à faire figurer sur les factures à émettre et à adresser à compta@ecomaison.com et chantier.batiment@ecomaison.com

- Réf. Projet :
- Votre numéro de compte Ecomaison :
- Le n° du bon de commande qui vous sera indiqué après signature
- Le montant correspondant à l'échéancier de versement facturé en € HT.

Versement 1	Livrables et justificatifs
€ (50%)	<ul style="list-style-type: none">• Déclarations trimestrielles 2024 complètes.
Versement 2 A l'issu du contrat	Livrables et justificatifs
€ (50%)	<ul style="list-style-type: none">• Déclarations trimestrielles complètes pendant toute la durée du contrat• Bilan technique et financier du projet.

Conditions générales de financement de projets

Article 1 – Définitions

Dans la Convention, les termes, dès lors qu'ils commencent par une majuscule, ont le sens suivant :

Accord de consortium désigne le contrat définissant l'organisation du Groupement, les rôles, moyens, droits et obligations respectifs des Membres du Groupement, et que les Membres doivent conclure entre eux en vue de l'exécution de la Convention.

Candidat désigne l'entité ayant postulé à l'AMI.

Convention désigne les présentes Conditions générales de financement de projets (ci-après « CGFP ») et Conditions particulières de financement de projets (ci-après CPFP). Les CPFP prévalent sur les CGFP en cas de contradiction entre les documents.

Dépenses Eligibles désigne les dépenses qui ouvrent droit à un Concours financier d'ECOMAIISON.

Concours financier : désigne les financements apportés au Projet par ECOMAIISON

Groupement désigne un BENEFICIAIRE comprenant plusieurs personnes morales coopérant en vue de réaliser le Projet (dites Membres du Groupement, ou Membre).

Information(s) Confidentielle(s) désigne toutes informations ou toutes données divulguées par l'une ou l'autre des parties, par écrit ou oralement, aux termes et conditions de la Convention, et incluant sans limitation tous documents écrits ou imprimés, tous échantillons, prototypes, modèles, plans, dessins, photographies, technologie, savoir-faire, spécifications, logiciels,



informations commerciales ou financières, ou plus généralement tous moyens de divulgation des Informations Confidentielles pouvant être choisis par les parties pendant la période de validité de la Convention. Les termes "Informations Confidentielles" comprennent l'objet et le contenu de la Convention.

Ne sont pas des Informations Confidentielles :

- a) les informations qui, au moment de leur divulgation, étaient déjà publiques autrement que par le biais d'un manquement à une obligation de confidentialité de la part de la partie destinataire ;
- b) les informations qui étaient ou sont légalement en possession de la partie destinataire avant de les recevoir de la partie divulgateuse ;
- c) les informations que la partie destinataire a reçu d'un tiers autre qu'un salarié ou mandataire social de la partie divulgateuse, et qui n'a violé aucune obligation de confidentialité en divulguant ces informations ;
- d) les informations développées ou acquises de manière indépendante et légale par la partie destinataire ;
- e) les informations pour lesquelles la partie divulgateuse a donné son accord écrit préalable à leur divulgation par la partie destinataire.

Justificatif : désigne le ou les justificatif (s) des Dépenses éligibles.

Membres : Entités qui appartiennent au Groupement concerné par la mise en œuvre du Projet et nommément désignées dans l'acte d'engagement joint au dossier de candidature, qui peuvent bénéficier des Concours financier d'ECOMAIISON.

Projet : désigne le projet déposé par le Candidat, présenté au jury et financé par ECOMAISON tel qu'il est décrit en annexe 2.

Propriété Intellectuelle : tous droits d'auteur, droits de propriété industrielle, brevet, marque, certificat d'utilité, dessin ou modèle, certificat d'obtention végétale, droits sur les logiciels, puces et semi-conducteurs, droits des producteurs de bases de données, et tous autres droits de propriété intellectuelle, y compris les droits attachés aux demandes de tous titres de propriété intellectuelle ;

Réemploi : toute opération par laquelle [...] des produits qui ne sont pas des Déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus. (Article L.541-1-1 C. Env.).

Réutilisation : toute opération par laquelle [...] des produits qui sont devenus des Déchets sont utilisés de nouveau (Article L.541-1-1 du C. Env.).

Règlement de Consultation désigne la procédure de candidature et de sélection de projets décrite en annexe 1.

Savoir-Faire désigne un ensemble d'informations pratiques et connaissances non brevetées, dans la mesure où ces informations sont :

- (a) secrètes, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas généralement connues et facilement accessibles,
- (b) substantielles, c'est-à-dire importantes et utiles pour le procédé ou les produits décrits dans le Projet,

- (c) identifiées, c'est-à-dire décrites d'une façon suffisamment complète pour permettre de vérifier qu'elles remplissent les conditions de secret et de substantialité.

Secret des Affaires, détenteur (de Secrets d'Affaires), ont le sens qui leur est donné à l'article 2 de la directive (UE) n° 2016/943 du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués (secrets d'affaires) contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites.

Article 2 – Objet

La présente Convention a pour objet de définir les modalités selon lesquelles ECOMAISON accompagne le BENEFICIAIRE dans la réalisation du Projet et les contreparties auxquelles s'oblige le BENEFICIAIRE.

Article 3 – Groupement

3.1.- Lorsque le BENEFICIAIRE est un Groupement, il prend la forme d'un Groupement solidaire dont les Membres doivent s'assurer que leur Groupement est stable pour être en mesure de mener le Projet à son terme pendant la durée de la Convention. Ils s'obligent à conclure entre eux un Accord de Consortium régissant leurs droits et obligations réciproques leur permettant de se conformer à leurs obligations à l'encontre d'ECOMAISON, telles qu'elles résultent de la Convention. L'Accord de Consortium doit avoir une durée au moins égale à celle de la Convention. Les termes de l'Accord de Consortium sont inopposables à ECOMAISON.

Les Membres s'assurent, notamment, que l'Accord de Consortium détermine clairement les Droits de Propriété Intellectuelle de chaque Membre et les droits d'utilisation du Savoir-Faire par chaque Membre susceptibles de résulter du Projet.

3.2.- Dès qu'il en a connaissance, le BENEFICIAIRE s'engage à notifier à ECOMAISON la survenance de l'un des événements suivants :

- i. résiliation ou résolution de l'Accord de Consortium ;
- ii. retrait de l'un des Membres de l'Accord de Consortium.

3.3.- La personne morale, Membre du groupement, à l'initiative du Projet et en assurant la direction intellectuelle ou industrielle, est mandataire du Groupement (ci-après le MANDATAIRE).

Le MANDATAIRE est l'interlocuteur administratif, comptable et financier du Groupement à l'égard d'ECOMAISON, de telle sorte que, et sans exhaustivité :

- i. toute notification ou communication faite par ECOMAISON au MANDATAIRE est considérée de manière irréfutable comme faite à chaque Membre ;
- ii. toute notification ou communication, tout engagement du MANDATAIRE à l'égard d'ECOMAISON est considéré de manière irréfutable comme faite par chaque Membre et engage solidairement chaque Membre à l'égard d'ECOMAISON ;
- iii. la facturation est réalisée par le MANDATAIRE pour le compte de l'ensemble des Membres et ECOMAISON peut se libérer de tout paiement en exécution de la Convention en payant le MANDATAIRE ;

- iv. Nonobstant la désignation d'un MANDATAIRE, ECOMAISON peut entretenir tout contact et tout échange non administratif, notamment sur l'évolution du Projet, avec l'un quelconque des Membres.

Le MANDATAIRE ne peut pas être modifié pendant toute la durée de la Convention.

Article 4 – Comité de pilotage

Un comité de pilotage du Projet réunissant le BENEFCIAIRE et ECOMAISON pourra se réunir, à l'initiative d'ECOMAISON, pour faire un point d'étape sur la mise en œuvre du Projet.

Des réunions du Comité de Pilotage se tiennent une fois par an, à l'initiative du BENEFCIAIRE, pour les projets dont le montant alloué par ECOMAISON est supérieur à 50 000 € et qui ne porte pas uniquement sur des dépenses d'investissement.

A minima, le Comité de Pilotage du Projet comprend :

- i. Pour ECOMAISON : Un représentant dûment habilité
- ii. Pour le BENEFCIAIRE : Un représentant dûment habilité et, dans le cas d'un GROUPEMENT un représentant du MANDATAIRE ;

En sus de cette composition minimale, d'autres personnes pourront également, de manière temporaire ou pas, intégrer le Comité de Pilotage, en fonction des sujets traités et des besoins d'expertise requis. La composition du Comité de Pilotage fera l'objet d'une concertation entre ECOMAISON et le BENEFCIAIRE.

Article 5 – Propriété intellectuelle, savoir-faire

Les Justificatifs, sur quelque support que ce soit, demeurent la propriété exclusive du BENEFCIAIRE.

Pendant toute l'exécution de la Convention et pour son exécution, le Bénéficiaire s'engage à disposer en permanence de tous les droits d'utilisation ou d'exploitation des biens immatériels nécessaires pour exécuter la Convention, protégés par des Droits de Propriété Intellectuelle.

Afin de permettre à ECOMAISON de respecter les Droits de Propriété Intellectuelle du BENEFCIAIRE ou de tiers, le BENEFCIAIRE s'engage, s'il en a connaissance, à informer ECOMAISON, quel que soit le support et la nature du document, de la protection dont bénéficie le document, tout ou partie de son contenu ainsi que tout ou partie des résultats du Projet.

Article 6 – Publications et communications

ECOMAISON communique sur la sélection du Projet.

Au cours du Projet et au terme de celui-ci, le BENEFCIAIRE s'engage à mentionner le Concours financier d'ECOMAIISON dans toute publication ou communication sur le Projet et à mettre en avant ECOMAISON sur tous supports marketing du Projet.

Ces mentions seront effectuées suivant la charte graphique fournie par ECOMAISON, les documents définitifs étant soumis à l'accord préalable de ECOMAISON.

A la fin du Projet, le projet de publication ou communication, ou un résumé de celui-ci, devra être adressé à ECOMAISON dans un délai de deux mois s'agissant d'une publication et de cinq jours ouvrés s'agissant d'une communication précédant sa communication au public. A défaut de réponse de ECOMAISON dans le délai considéré, le projet de publication ou communication est considéré comme accepté.

Toute publication ou communication doit se faire dans le respect des conventions de subventions signées avec d'autres Partenaires.

Article 7 – Confidentialité

7.1.- Pendant la durée de la Convention, le BENEFCIAIRE s'engage à divulguer à ECOMAISON les Informations Confidentielles concernant le Projet nécessaires à l'exécution de la Convention, notamment en application des Conditions particulière de financement de projets.

7.2.- Pendant la durée de la Convention et pour une durée supplémentaire de 5 (cinq) ans à compter de la fin de la Convention pour quelque cause que ce soit, ECOMAISON s'engage (i) à maintenir la confidentialité et à ne pas divulguer à des tiers des Informations Confidentielles qui lui ont été divulguées en application de la Convention et (ii) à utiliser les Informations Confidentielles exclusivement dans les limites et aux fins de la Convention.

7.3.- Par exception avec l'article 7.2, ECOMAISON pourra toutefois, sans autorisation ou information préalable du BENEFCIAIRE, partager les Informations Confidentielles qui lui auront été divulguées avec ses employés et mandataires sociaux, pour les besoins de l'exécution de la Convention ou pour respecter les attributions des mandataires sociaux d'ECOMAIISON, dès lors que les employés et mandataires sociaux auxquels des Informations Confidentielles doivent être divulguées se sont engagés à l'égard d'ECOMAIISON aux mêmes obligations que celles de l'article 7.2.

Par exception avec l'article 7.2, ECOMAISON pourra également, sans autorisation ou information préalable du BENEFCIAIRE, communiquer les Informations Confidentielles qui lui auront divulguées :

- i. à toute autorité administrative, dans le cadre d'une obligation réglementaire d'ECOMAIISON ;
- ii. à toute autorité judiciaire sur décision exécutoire de cette autorité judiciaire, ou à toute personne désignée par une autorité judiciaire, sur décision exécutoire de cette autorité ;
- iii. dans le cadre de toute instance juridictionnelle où ECOMAISON est partie ou intervenante, et où les Informations Confidentielles seraient nécessaires au soutien de ses prétentions ou pour se défendre.

Article 8 – Dispositions diverses

8.1.- Toute modification de la Convention nécessite l'accord préalable des parties, sous forme d'un avenant écrit.

8.2.- Toute notification au titre de la Convention est effectuée par courrier recommandé avec accusé de réception pour les Parties établies en France. La notification est effective au jour de la première remise (pour les courriers recommandés ou équivalent postal dans un autre Etat-membre) ou de la signification.

8.3.- La Convention ne peut être cédée à quiconque sans accord préalable et écrit de l'ensemble des parties.

8.4.- Les annexes font partie intégrante de la Convention. En cas de contradiction, les dispositions des articles de la Convention prévalent sur celles de ses annexes.

8.5.- La Convention étant un acte de commerce, les parties s'engagent à se communiquer tous les six mois les documents nécessaires aux vérifications auxquelles chaque partie doit procéder en application de l'article L.8222-1 du code du travail.

8.6 Conformément à l'article D. 8222-5 du Code du travail, le Bénéficiaire s'engage à transmettre à ECOMAISON lors de la signature de la Convention, une attestation de vigilance URSSAF datant de moins d'un mois, ainsi qu'une déclaration sur l'honneur de conformité fiscale ou attestation fiscal. Ces éléments devront être mis à jour tous les 6 mois.

Article 9 – Protection des données à caractère personnel

Chacune des Parties fait son affaire des obligations lui incombant au titre de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, en particulier du règlement 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi que toute disposition légale ou réglementaire nationale et européenne et l'ensemble des recommandations, délibérations et autres normes édictées par la Commission Nationale de l'informatique et libertés (« réglementation Informatique et libertés »).

Chacune des Parties garantit l'autre Partie du respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, sans préjudice des obligations qu'elles peuvent avoir l'une à l'égard de l'autre et de leur responsabilité envers les personnes concernées.

En application de la réglementation Informatique et libertés, les personnes physiques dont les noms sont utilisés par chacune des Parties peuvent faire l'objet d'un droit de questionnement, d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité et d'opposition auprès de chaque Partie, à l'adresse de leur siège social respectif, à défaut de précisions particulières figurant sur les documents de collecte de données à caractère personnel.

Le BENEFCIAIRE s'engage à respecter l'ensemble des obligations qui lui incombent au titre de la réglementation informatique et libertés et à traiter les données à caractère personnel

uniquement sur instruction du responsable du traitement en conservant la preuve de l'exécution de ces obligations pour pouvoir fournir ces preuves sans délai dès lors que le responsable du traitement en fait la demande.

Article 10 – Responsabilité, droit applicable, clause compromissoire

10.1.- Sauf dol ou faute lourde, le montant cumulé, sur toute la durée de la Convention, des réparations de tout préjudice, de toute réclamation ou de toute indemnité de résiliation, de quelque nature et pour quelle cause que ce soit, dû à l'autre partie par la partie auteur d'une exécution ou inexécution fautive des obligations de la Convention, sera limité au montant de l'Apport financier (ci-après le Plafond).

Lorsque le BENEFICIAIRE est un Groupement, il est explicitement précisé que :

- i. le Plafond vaut pour l'ensemble des Membres et non pas pour chaque Membre individuellement ;
- ii. le Groupement est solidairement responsable à l'égard d'ECOMAIISON.

10.2.- le BENEFICIAIRE tiendra ECOMAISON indemne de toute réclamation de la part de tiers en réparation de dommage du fait du BENEFICIAIRE, pour une atteinte même non intentionnelle à une prérogative attachée à un Droit de Propriété Intellectuelle d'un tiers, ainsi que toute faute du BENEFICIAIRE dans l'obtention, l'utilisation ou la divulgation illicite d'un Savoir-Faire d'un tiers, ou d'un Secret des Affaires dont il n'est pas détenteur.

10.3.- le BENEFICIAIRE tiendra également ECOMAISON indemne des frais raisonnables qu'ECOMAIISON aura dû exposer pour sa défense contre toute réclamation mentionnée à l'article 8.2, dans la même limite que celle mentionnée à l'article 8.1 et par réclamation.

10.4.- La Convention est soumise au droit français.

10.5.- En cas de survenance d'un litige entre les parties né de la conclusion, de l'exécution ou de l'interprétation de la Convention, ou de survenance de circonstances rendant un tel litige probable, les parties s'obligent, préalablement à toute procédure contentieuse entre les parties, à se réunir dans un délai d'au plus 15 jours à compter de la demande de la partie la plus diligente, en vue de trouver une issue amiable au litige les opposant ou en vue d'éviter la naissance d'un tel litige. En l'absence de résolution amiable du litige à l'issue d'un délai de 30 jours à compter de la réunion susmentionnée, le litige pourra être porté devant le tribunal de commerce de Paris.

La disposition précédente ne s'oppose pas à ce que chaque partie puisse saisir le juge des référés sans délai et sans tentative préalable de règlement amiable.

Annexe 12 : Récapitulatif des affectations

	Libellé pôle Commission	LYCEES Commission permanente du 20 novembre 2025										
Action	Número de rapport	Dossier - Code	Dossier	Type de décision	Montant proposé de la décision	Type d'opération - Code	Année de l'enveloppe	Code de l'enveloppe	Ligne de l'enveloppe	Chapitre	Fonction	Programme
12200101 - Etudes générales lycées publics	CP2025-340	D2400076	AFFECTATION MARCHES ETUDES GENERALES DO LYC/CMR	Revalorisation	5 000 000,00	OPGR	2 025	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics
12200103 - Construction des lycées neufs	CP2025-340	D1800551	94 CACHAN LYC RECONSTRUCTION ET RG CONV DO	Affectation	40 000 000,00	OPPJ	2 025	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics
12200103 - Construction des lycées neufs	CP2025-340	D2100515	91 MORSANG SUR ORGE LYC AMPERE EXTENSION CONV DO	Désaffectation	-2 500 000,00	OPPJ	2 025	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics
12200103 - Construction des lycées neufs	CP2025-340	D2400460	95 MAGNY EN VEXIN LYC NEUF CONV DO	Revalorisation	40 000 000,00	OPPJ	2 025	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics
12200103 - Construction des lycées neufs	CP2025-340	D2500610	78 CARRIERES SOUS POISSY LYC NEUF CONV DO	Affectation	17 200 000,00	OPPJ	2 025	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics
12200103 - Construction des lycées neufs	CP2025-340	D2500626	95 REMONT LYC F. BUISSON RECONST ATELIERS CONV DO	Affectation	5 094 000,00	OPPJ	2 025	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics
12200103 - Construction des lycées neufs			AFFECTATIONS	Sous-total	102 294 000,00							
			DESAFFECTATION	Sous-total	-2 500 000,00							
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2025-340	D1300170	77 AVON LYCEE URUGUAY FRANCE RENOVATION GLOBALE CONV DO	Affectation	333 000,00	OPPJ	2 025	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2025-340	D1900441	92 CHATENAY MALABRY LYC MANOUCHIAN RG CONV DO	Affectation	9 960 000,00	OPPJ	2 025	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2025-340	D2300055	92 SEVRES JP VERNANT RENOVATION GLOBALE CONV DO	Affectation	9 000 000,00	OPPJ	2 025	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2025-340	D2300130	TRAVAUX RENOVATION THERMIQUE 4 ETABLISSTS / PREVERT 95, DE NERVAL 95, CLAUDEL 94, LANGEVIN 91	Affectation	1 421 000,00	OPGR	2 025	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2025-340	D2300534	92 PUTEAUX LYC VOILIN RE CONV DPM	Désaffectation	-1 700 000,00	OPPJ	2 023	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2025-340	D2300868	93 ST DENIS LYC PAUL ELUARD RENOVATON THERMIQUE CONV DPM	Affectation	3 528 106,00	OPPJ	2 025	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2025-340	D2400821	93 AULNAY SS BOIS LYC VOILLAUME TR3 RG CONV DO	Affectation	14 000 000,00	OPPJ	2 025	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2025-340	D2400839	91 MASSY PARC DE VILGENIS RE CONV DPM	Revalorisation	23 864 000,00	OPPJ	2 025	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2025-340	D2500622	92 SAINT CLOUD LYC A. DUMAS RE CONV DPM	Affectation	6 277 200,00	OPPJ	2 025	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2025-340	D2500627	92 NANTERRE LYC JOLIOT CURIE DP MOD DO	Affectation	1 768 800,00	OPPJ	2 025	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2025-340	D2500628	78 RAMBOUILLET LYC BASCAN DP MOD DO	Affectation	1 874 400,00	OPPJ	2 025	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2025-340	D2500629	78 VILLIERS ST FREDERIC LYC VIOLETT LE DUC DP MOD DO	Affectation	1 346 400,00	OPPJ	2 025	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2025-340	D2500630	77 MELUN LYC LDV DP MOD DO	Affectation	664 800,00	OPPJ	2 025	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics	CP2025-340	D2500631	91 SAINT GENEVIEVE DES BOIS LYC EINSTEIN DP MOD DO	Affectation	1 192 800,00	OPPJ	2 025	HP222-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22001 - Opérations travaux dans les lycées publics
12200104 - Rénovation des lycées publics			AFFECTATIONS	Sous-total	75 230 506,00							
			DESAFFECTATION	Sous-total	-1 700 000,00							
12200201 - Grosses réparations dans les lycées publics	CP2025-340	D2100515	91 MORSANG SUR ORGE LYC AMPERE EXTENSION CONV DO	Désaffectation	-800 000,00	OPPJ	2 025	HP222-002	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22002 - Travaux de maintenance et grosses réparations dans les lycées publics
12200602 - Prestations liées aux travaux	CP2025-340	D2300534	92 PUTEAUX LYC VOILIN RE CONV DPM	Désaffectation	-211 000,00	OPPJ	2 023	HP222-006	1	932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22006 - Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires
12200602 - Prestations liées aux travaux	CP2025-340	D2300868	93 ST DENIS LYC PAUL ELUARD RENOVATON THERMIQUE CONV DPM	Affectation	300 000,00	OPPJ	2 025	HP222-006	1	932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	222 - Lycées publics	22006 - Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires
12400108 - Rénovation des cités mixtes régionales	CP2025-340	D2000204	75 PARIS J.DECOUR RG CONV DO	Revalorisation	19 000 000,00	OPPJ	2 025	HP24-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	24 - Cités scolaires	24001 - Opérations travaux dans les cités scolaires
12400108 - Rénovation des cités mixtes régionales	CP2025-340	D2500432	75 PARIS H.BOUCHER CMR RG CONV DO	Affectation	14 000 000,00	OPPJ	2 025	HP24-001	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	24 - Cités scolaires	24001 - Opérations travaux dans les cités scolaires
12400108 - Rénovation des cités mixtes régionales				Sous-total	33 000 000,00							
12400205 - Grosses réparations dans les cités mixtes régionales - part lycées	CP2025-340	D2400080	AFFECTATION DO MARCHES TX CMR	Revalorisation	140 000,00	OPGR	2 025	HP24-002	1	902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	24 - Cités scolaires	24002 - Travaux de maintenance et grosses réparations dans les cités scolaires
12800602 - Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations	CP2025-340	D2300704	AC ACTIONS SENSIBILISATION DEVELOPPEMENT DURABLE	Affectation	110 000,00	OPPJ	2 025	HP288-006	1	932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	288 - Autres services annexes de l'enseignement	28006 - Schéma des formations

	AFFECTATIONS	DESAFFECTATIONS
PART INVESTISSEMENT	215 664 506,00	-5 000 000,00
PART FONCTIONNEMENT	410 000,00	-211 000,00